Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 114° — Numero 312

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Martedì, 4 dicembre 1973

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.000 - Semestrale L. 11.000 - Trimestrale L. 6.000 - Un fascicolo L. 100 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.000 - Semestrale L. 9.000 - Trimestrale L. 5.000 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato
I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

REGIONI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 15 novembre 1973, n. **772.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea per la sorveglianza delle persone condannate o liberate con la condizionale, adottata a Strasburgo il 30 novembre 1964.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea per la sorveglianza delle persone condannate o liberate con la condizionale, con allegato, adottata a Strasburgo il 30 novembre 1964.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 34 della convenzione medesima.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 15 novembre 1973

LEONE

RUMOR — MORO —
TAVIANI — ZAGARI

Visto, *il Guardasigilli:* ZAGARI

ALLEGATO

Convention europeenne pour la surveillance des personnes condamnees ou liberees sous condition

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres;

Affirmant leur volonté de coopérer dans la lutte contre la criminalité;

Considérant qu'à cette fin il leur appartient, pour toute décision émanant de l'un d'eux, d'assurer sur le territoire des autres, d'une part le reclassement social des délinquants condamnés ou libérés sous condition et, d'autre part, la mise à exécution de la sanction, dans le cas où les conditions prescrites ne sont pas satisfaites,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I
PRINCIPES FONDAMENTAUX

Article 1er

1. Les Parties Contractantes s'engagent à se prêter, conformément aux dispositions suivantes, l'aide mutuelle nécessaire au reclassement social des délinquants visés à l'article 2. Cette aide consiste en une surveillance des délinquants qui s'effectue, d'une part, par les mesures propres à faciliter leur amendement et leur réadaptation à la vie sociale et, d'autre part, par le contrôle de leur conduite en vue de permettre, s'il y a lieu, soit le prononcé de la sanction, soit sa mise à exécution.

2. Les Parties Contractantes mettront à exécution, conformément aux dispositions suivantes, la peine ou la mesure de sûreté privatives de liberté prononcées contre le délinquant et dont l'application avait été suspendue.

Article 2

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « délinquant » désigne toute personne qui, sur le territoire d'une des Parties Contractantes, a fait l'objet:

(*a*) d'une décision judiciaire du culpabilité, assortie d'une suspension conditionnelle du prononcé de la peine;

(*b*) d'une condamnation emportant privation de liberté, prononcée sous condition ou dont l'exécution a eté suspendue conditionnellement, en tout ou en partie, soit au moment de la condamnation, soit ultérieurement.

2. Dans les articles suivants, le terme « condamnation » vise les décisions intervenues tant en vertu de l'alinéa (*a*) que de l'alinéa (*b*) du paragraphe 1 ci-dessus.

Article 3

Les décisions visées à l'article 2 doivent être définitives et exécutoires.

Article 4

L'infraction qui motive une demande visée à l'article 5 doit être réprimée à la fois par la loi de l'Etat requérant et par celle de l'Etat requis.

Article 5

1. L'Etat qui a prononcé la condamnation peut demander à l'État sur le territoire duquel le délinquant établit sa résidence habituelle:

(*a*) d'assurer uniquement la surveillance conformément au titre II;

(*b*) d'assurer la surveillance et de procéder éventuellement à l'exécution conformément aux titres II et III;

(*c*) d'assurer l'entière application de la condamnation conformément aux dispositions du titre IV.

2. L'Etat requis est tenu, dans les conditions prévues par la présente Convention, de donner suite à cette demande.

3. Si l'Etat requérant a formulé une des demandes visées au paragraphe 1 ci-dessus et si l'Etat requis estime préférable, dans les cas d'espèce, d'utiliser une des autres possibilités prévues dans ce paragraphe, l'Etat requis peut refuser d'accéder à cette demande tout en se déclarant prêt à donner suite à une autre demande qu'il indique.

Article 6

Sur la demande de l'Etat qui a prononcé la condamnation, la surveillance, l'exécution ou l'entière application définies à l'article précédent sont assurées par l'Etat sur le territoire duquel le délinquant établit sa résidence habituelle.

Article 7

1. La surveillance, l'exécution ou l'entière application n'ont pas lieu:

(*a*) si elles sont considérées par l'Etat requis comme étant de nature à porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, aux principes fondamentaux de son ordre juridique ou à d'autres de ses intérêts essentiels;

(*b*) si la condamnation qui motive la demande prévue à l'article 5 est fondée sur des faits qui ont été jugés définitivement dans l'Etat requis;

(*c*) si l'Etat requis considère les faits qui motivent la condamnation soit comme une infraction politique, soit comme une infraction connexe à une telle infraction, soit encore comme une infraction purement militaire;

(*d*) si la prescription de la sanction est acquise d'après la loi de l'Etat requérant ou d'après celle de l'Etat requis;

(*e*) si l'auteur de l'infraction bénéficie d'une amnistie ou d'une mesure de grâce dans l'Etat requérant ou dans l'Etat requis.

2. La surveillance, l'exécution ou l'entière application peuvent être refusées:

(*a*) si les autorités compétentes de l'Etat requis ont décidé de ne pas engager de poursuites ou de mettre fin aux poursuites qu'elles ont exercées pour les mêmes faits;

(*b*) si les faits qui motivent la condamnation font l'objet de poursuites dans l'Etat requis;

(*c*) si la condamnation qui motive la demande a été prononcée par défaut;

(*d*) dans la mesure où l'Etat requis estime que la condamnation dont il est saisi est incompatible avec les principes qui président à l'application de son droit pénal, notamment si, en raison de son âge, l'auteur de l'infraction n'eût pas pu être condamné dans l'Etat requis.

3. En matière d'infractions fiscales, la surveillance ou l'exécution ont lieu dans les conditions prévues par la présente Convention seulement s'il en a été ainsi décidé entre Parties Contractantes pour chaque infraction ou catégorie d'infractions.

Article 8

Dans la mesure où cela est nécessaire, l'Etat requérant et l'Etat requis se tiennent mutuellement informés de toute circonstance susceptible d'affecter l'accomplissement des mesures de surveillance sur le territoire de l'Etat requis ou la mise à exécution de la condamnation dans cet Etat.

Article 9

L'Etat requis informe sans retard l'Etat requérant de la suite donnée à sa demande.

En cas de refus total ou partiel, il fait connaître les motifs de cette décision.

TITRE II

DE LA SURVEILLANCE

Article 10

L'Etat requérant fait connaître à l'Etat requis les conditions imparties au délinquant et, s'il y a lieu, les mesures de surveillance auxquelles celui-ci est tenu de se conformer pendant la période d'épreuve.

Article 11

1. L'Etat requis satisfait à la demande de l'Etat requérant et, si cela est nécessaire, il adapte selon sa propre législation les mesures de surveillance prescrites.

2. En aucun cas les mesures de surveillance appliquées par l'Etat requis ne peuvent aggraver par leur nature ou par leur durée celles prescrites par l'Etat requérant.

Article 12

Lorsque l'Etat requis accepte d'assurer la surveillance, il procède aux devoirs suivants:

1. Il informe sans retard l'Etat requérant de l'accueil qu'il a réservé à sa demande;

2. Il s'assure la collaboration des autorités ou des organismes qui, sur son propre territoire, sont habilités à surveiller et à assister les délinquants;

3. Il informe l'Etat requérant de toutes mesures prises et de leur mise en application.

Article 13

Dans le cas où l'intéressé s'expose à une révocation de la décision de suspension conditionnelle visée à l'article 2. soit en raison d'une poursuite ou d'une condamnation pour une nouvelle infraction, soit en manquant aux obligations qui lui ont été imposées, les renseignements nécessaires sont fournis d'office et sans délai par l'Etat requis à l'Etat requérant.

Article 14

Dès l'expiration de la période de surveillance, à la demande de l'Etat requérant, l'Etat requis fournit à ce dernier tous les renseignements nécessaires.

Article 15

L'Etat requérant a seul compétence pour apprécier, compte tenu des renseignements et avis fournis par l'Etat requis, si le délinquant a satisfait ou non aux conditions qui lui étaient imposées et pour tirer de ses constatations les conséquences prévues par sa propre législation.

Il informe l'Etat requis de sa décision.

TITRE III

DE L'EXECUTION DES CONDAMNATIONS

Article 16

Après révocation de la décision de suspension conditionnelle par l'Etat requérant et sur la demande de cet Etat, l'Etat requis a compétence pour exécuter la condamnation.

Article 17

L'exécution a lieu en application de la loi de l'Etat requis, après vérification de l'authenticité de la demande d'exécution et de sa conformité aux conditions fixées par la présente Convention.

Article 18

L'Etat requis adresse en temps utile à l'Etat requérant un document certifiant l'exécution de la condamnation.

Article 19

L'Etat requis substitue, s'il y a lieu, à la sanction infligée dans l'Etat requérant, la peine ou la mesure prévue par sa propre loi pour une infraction analogue. Cette peine ou mesure correspond, autant que possible, quant à sa nature, à celle infligée par la décision à exécuter. Elle ne peut ni excéder le maximum prévu par la loi de l'Etat requis, ni aggraver par sa nature ou par sa durée la sanction prononcée dans l'Etat requérant.

Article 20

L'Etat requérant ne peut plus procéder à aucune des mesures d'exécution demandées à moins qu'un refus ou une impossibilité d'exécution lui aient été notifiés par l'Etat requis.

Article 21

L'Etat requis est compétent en matière de libération conditionnelle. Le droit de grâce peut être exercé par l'Etat requérant et par l'Etat requis.

TITRE IV

DU DESSAISISSEMENT EN FAVEUR DE L'ETAT REQUIS

Article 22

L'Etat requérant fait connaître à l'Etat requis la condamnation dont il demande l'entière application.

Article 23

1. L'Etat requis adapte la peine ou la mesure prononcée à sa législation pénale comme si la condamnation avait été prononcée pour la même infraction commise sur son territoire.

2. La sanction imposée dans l'Etat requis ne peut aggraver la sanction prononcée dans l'Etat requérant.

Article 24

L'Etat requis assure l'entière application de la condamnation ainsi adaptée comme s'il s'agissait d'une condamnation prononcée par sa juridiction.

Article 25

L'acceptation par l'Etat requis d'une demande formulée conformément au présent titre éteint le droit d'exécuter la condamnation dans l'Etat requérant.

TITRE V
DISPOSITIONS COMMUNES

Article 26

1. Toute demande prévue à l'article 5 est formulée par écrit.

Elle indique:

(*a*) l'autorité dont elle émane;

(*b*) son objet;

(*c*) l'identité du délinquant et son lieu de résidence dans l'Etat requis.

2. La demande de surveillance est accompagnée de l'original ou d'une copie authentique de la décision contenant les raisons qui ont motivé la surveillance et de celle qui prescrit les mesures auxquelles est soumis le délinquant. Elle doit certifier le caractère exécutoire de la décision et des mesures de surveillance qui ont été ordonnées. Elle précise, dans toute la mesure du possible, les circonstances de l'infraction qui a motivé la décision de surveillance, le temps et le lieu où a été commise l'infraction, sa qualification légale et, s'il y a lieu, la durée de la sanction à exécuter. Elle fournit tous renseignements sur la nature et la durée des mesures de surveillance dont l'application est requise. Elle contient les références aux dispositions légales applicables et les renseignements nécessaires sur la personnalité du délinquant et sur sa conduite dans l'Etat requérant avant et après le prononcé de la décision de surveillance.

3. La demande d'exécution est accompagnée de l'original ou d'une copie authentique de la décision constatant la révocation de la condition suspensive de la condamnation ou de son exécution ainsi que de la décision de condamnation. Le caractère exécutoire de ces deux décisions est certifié dans les formes prescrites par la loi de l'Etat qui les a prononcées.

Lorsque la décision à exécuter en remplace une autre sans reproduire l'exposé des faits, une copie authentique de la décision contenant cet exposé sera jointe.

4. La demande qui a pour objet l'entière application de la condamnation est accompagnée des documents visés au paragraphe 2 ci-dessus.

Article 27

1. La demande est adressée par le Ministère de la Justice de l'Etat requérant au Ministère de la Justice de l'Etat requis. La réponse est transmise par la même voie.

2. Les communications nécessaires à l'application de la présente Convention sont échangées, soit par la voie indiquée au paragraphe 1 du présent article, soit directement entre les autorités des Parties Contractantes.

3. En cas d'urgence, les communications visées au paragraphe 2 du présent article peuvent être transmises par l'intermédiaire de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (Interpol).

4. Toute Partie Contractante peut, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, faire connaître qu'Elle entend déroger aux règles de transmission énoncées aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

Article 28

Si l'Etat requis estime que les renseignements fournis par l'Etat requérant sont insuffisants pour lui permettre d'appliquer la présente Convention, il demande le complément d'informations nécessaire. Il peut fixer un délai pour l'obtention de ces informations.

Article 29

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, la traduction des demandes et celle des pièces annexes, ainsi que celle de tous autres documents relatifs à l'application de la présente Convention n'est pas exigée.

2. Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, se réserver la faculté d'exiger que les demandes et pièces annexes lui soient adressées accompagnées, soit d'une traduction dans sa propre langue, soit d'une traduction dans l'une quelconque des langues officielles du Conseil de l'Europe ou dans celle de ces langues qu'Elle indiquera. Les autres Parties Contractantes pourront se prévaloir du défaut de réciprocité.

3. Le présent article ne porte pas atteinte aux dispositions relatives à la traduction des demandes et pièces annexes, contenues dans les accords ou arrangements en vigueur ou à intervenir entre deux ou plusieurs Parties Contractantes.

Article 30

Les pièces et documents transmis en application de la présente Convention sont dispensés de toutes formalités de légalisation.

Article 31

L'Etat requis a compétence pour percevoir, sur la demande de l'Etat requérant, les frais de poursuite et de jugement exposés dans cet Etat.

S'il procède à cette perception, il n'est tenu de rembourser à l'Etat requérant que les honoraires d'experts qu'il a perçus.

Article 32

Les frais de surveillance et d'exécution exposés dans l'Etat requis ne sont pas remboursés.

TITRE VI
DISPOSITIONS FINALES

Article 33

La présente Convention ne porte pas atteinte aux dispositions qui régissent la police des étrangers.

Article 34

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée ou acceptée. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'acceptation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera ou l'acceptera ultérieurement trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 35

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 36

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention..

2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont Elle assure les relations internationales ou pour lequel Elle est habilitée à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précedent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 39 de la présente Convention.

Article 37

1. La présente Convention n'affecte pas les obligations contenues dans les dispositions de toute autre Convention internationale de caractère bilatéral ou multilatéral qui, entre deux ou plusieurs Parties Contractantes, régissent ou régiront l'extradition ou d'autres formes d'entraide judiciaire en matière pénale.

2. Les Parties Contractantes ne pourront conclure entre Elles des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention que pour compléter les dispositions de celle-ci ou pour faciliter l'application des principes qui y sont contenus.

3. Toutefois, si deux ou plusieurs Parties Contractantes ont établi ou viennent à établir leurs relations sur la base d'une législation uniforme ou d'un régime particulier, Elles auront la faculté de régler leurs rapports mutuels en la matière en se basant exclusivement sur ces systèmes nonobstant les dispositions de la présente Convention.

Les Parties Contractantes qui viendraient à exclure de leurs rapports mutuels l'application de la présente Convention, conformément aux dispositions du présent paragraphe, adresseront à cet effet une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 38

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer faire usage de l'une ou plusieurs réserves figurant à l'annexe à la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante peut retirer en tout ou en partie une réserve formulée par Elle en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

3. La Partie Contractante qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la présente Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie; toutefois, Elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où Elle l'a acceptée.

4. Toute Partie Contractante pourra, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, faire connaître qu'Elle considère la ratification, l'acceptation ou l'adhésion comme entraînant l'obligation, conformément au droit international, de prendre dans l'ordre interne les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente Convention.

Article 39

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 40

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

(*a*) toute signature;

(*b*) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(*c*) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à son article 34;

(*d*) toute notification et déclaration reçues en application du paragraphe 4 de l'article 27, du paragraphe 2 de l'article 29, du paragraphe 3 de l'article 37 et du paragraphe 4 de l'article 38;

(*e*) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 36;

(*f*) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 38;

(*g*) le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 38;

(*h*) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 39 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Strasbourg, le 30 novembre 1964 en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche (Strasbourg, le 11 *décembre* 1964):

W. GREDLER

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique (Strasbourg, le 22 *décembre* 1964):

L. COUVREUR

Pour le Gouvernement de la République de Cypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark (Strasbourg, le 22 *septembre* 1966):

M. WARBERG

Pour le Gouvernement de la République française:

C.H. BONFILS

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

F. PRILL

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne (Strasbourg, le 29 *juin* 1965):

A. MARIENI

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:

J. WAGNER

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas (Strasbourg, le 7 *avril* 1965):

W.J.D. PHILIPSE

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour le Gouvernement de la République turque (Strasbourg, le 13 *septembre* 1965):

N. DINÇ

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

ANNEXE

Chacune des Parties Contractantes peut déclarer qu'Elle se réserve de faire connaître:

1. qu'Elle n'accepte pas les dispositions de la Convention qui traitent de l'exécution des condamnations ou de leur entière application;

2. qu'Elle n'accepte que certaines de ces dispositions;

3. qu'Elle n'accepte pas les dispositions du paragraphe 2 de l'article 37.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

Convenzione europea per la sorveglianza delle persone condannate o liberate con la condizionale

PREAMBOLO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che scopo del Consiglio d'Europa è la realizzazione di una più stretta unione fra i suoi Membri;

Confermando la loro volontà di collaborare nella lotta contro la criminalità;

Considerando che a tale scopo il loro compito, per ogni decisione emanata da una delle Parti è quello di assicurare sul territorio delle altre Parti, sia la riabilitazione sociale delle persone condannate o liberate con la condizionale, che l'esecuzione della condanna nel caso in cui non vengano soddisfatte le condizioni prescritte;

Hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I
DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

1. Le Parti contraenti si impegnano, in conformità delle seguenti disposizioni, a prestarsi reciprocamente la assistenza necessaria alla riabilitazione sociale delle persone di cui all'articolo 2. Detta assistenza consiste in una sorveglianza dei condannati da effettuarsi sia mediante l'adozione di misure atte a facilitarne la riabilitazione e il riadattamento alla vita sociale che mediante il controllo della loro condotta al fine di permettere, ove occorra, sia l'emanazione di una sentenza sia l'esecuzione di una sentenza già emanata.

2. Le Parti contraenti daranno esecuzione, in conformità delle disposizioni che seguono, alla pena o alla misura di sicurezza comportanti privazione della libertà, pronunciate contro il condannato e la cui applicazione era stata sospesa.

Articolo 2

1. Ai sensi della presente Convenzione, il termine « condannato », indica qualsiasi individuo il quale sul territorio di una delle Parti contraenti sia stato oggetto:

a) di una condanna giudiziaria accompagnata da una sospensione condizionale della pena;

b) di una condanna comportante privazione della libertà, emanata, in tutto o in parte, con la condizionale, sia al momento della condanna, che successivamente.

2. Negli articoli che seguono, il termine « condanna » indica le decisioni prese in base ai sottoparagrafi *a*) e *b*) del precedente paragrafo 1.

Articolo 3

Le decisioni di cui all'articolo 2 debbono essere definitive ed esecutorie.

Articolo 4

Il reato sul quale viene basata una richiesta in base all'articolo 5 deve essere un reato punibile sia dalla legge dello Stato richiedente che da quella dello Stato richiesto.

Articolo 5

1. Lo Stato che ha pronunciato la condanna può chiedere allo Stato sul territorio del quale il condannato stabilisce la propria residenza abituale:

a) di assicurare soltanto la sorveglianza in base al titolo II;

b) di assicurare la sorveglianza e di procedere eventualmente all'esecuzione della condanna in base ai titoli II e III;

c) di assicurare la completa applicazione della condanna in base alle disposizioni del titolo IV.

2. Lo Stato richiesto è tenuto, alle condizioni previste dalla presente Convenzione, a dar seguito a tale richiesta.

3. Se lo Stato richiedente ha formulato una delle richieste di cui al precedente paragrafo 1 e se lo Stato richiesto ritiene preferibile, nella fattispecie, utilizzare una delle altre possibilità previste nel presente paragrafo, lo Stato richiesto può rifiutarsi di aderire a tale richiesta, dichiarandosi nello stesso tempo pronto a dar seguito ad un'altra richiesta da esso indicata.

Articolo 6

A richiesta dello Stato che ha pronunciato la condanna, la sorveglianza, l'esecuzione della stessa o la sua completa applicazione di cui all'articolo precedente, sono assicurate dallo Stato sul territorio del quale il condannato stabilisce la propria residenza abituale.

Articolo 7

1. La sorveglianza, l'esecuzione o la completa applicazione verranno negate:

a) se esse sono considerate dallo Stato richiesto come di natura tale da lederne la sovranità, la sicurezza, i principî fondamentali del suo ordinamento giuridico o suoi altri interessi essenziali;

b) allorché la condanna motivante la richiesta di cui all'articolo 5 è basata su fatti che sono stati giudicati in ultima istanza dallo Stato richiesto;

c) allorché lo Stato richiesto considera i fatti che hanno motivato la condanna sia come un reato politico sia come un reato connesso ad un reato politico sia infine come un reato esclusivamente militare;

d) allorché la sanzione sia caduta in prescrizione in base alla legge dello Stato richiedente o a quella dello Stato richiesto;

e) allorché l'autore del reato beneficia di un'amnistia o di un provvedimento di grazia nello Stato richiedente o nello Stato richiesto.

2. La sorveglianza, l'esecuzione o la completa applicazione possono essere negate:

a) allorché le Autorità competenti dello Stato richiesto hanno deciso di non intentare procedimenti o di metter fine ai procedimenti già iniziati per gli stessi fatti;

b) allorché i fatti motivanti la condanna sono già oggetto di procedimenti nello Stato richiesto;

c) allorché la richiesta concerne una condanna pronunciata in contumacia;

d) allorché lo Stato richiesto ritiene che la condanna sia incompatibile con i principî che regolano l'applicazione del proprio diritto penale, ed in particolare se, a motivo dell'età, l'autore del reato non avrebbe potuto essere condannato dallo Stato richiesto.

3. Nel caso di reati contro le leggi fiscali, la sorveglianza e l'esecuzione hanno luogo, alle condizioni previste dalla presente Convenzione, soltanto se è stato così deciso dalle Parti contraenti per ciascun reato o categorie di reati.

Articolo 8

Qualora sia ritenuto necessario, lo Stato richiedente e lo Stato richiesto si terranno reciprocamente informati di qualsiasi circostanza avente conseguenze sulla attuazione delle misure di sorveglianza sul territorio dello Stato richiesto o sull'esecuzione della condanna in tale Stato.

Articolo 9

Lo Stato richiesto informa senza indugio lo Stato richiedente del seguito dato alla richiesta di quest'ultimo.

Qualsiasi diniego totale o parziale dovrà essere motivato dallo Stato richiesto.

Titolo II
DELLA SORVEGLIANZA

Articolo 10

Lo Stato richiedente rende note allo Stato richiesto le condizioni imposte al condannato e, se esistono, le misure di sorveglianza alle quali quest'ultimo deve uniformarsi durante il periodo di sospensione condizionale della pena.

Articolo 11

1. Nel soddisfare la richiesta dello Stato richiedente, lo Stato richiesto, se necessario, adeguerà le misure di sorveglianza prescritte alla propria legislazione.

2. In nessun caso le misure di sorveglianza applicate dallo Stato richiesto possono essere più severe, per natura e durata, di quelle prescritte dallo Stato richiedente.

Articolo 12

Allorché lo Stato richiesto accetta di assicurare la sorveglianza dovrà adottare le misure seguenti:

1. Informare senza indugio lo Stato richiedente del seguito dato alla sua richiesta;

2. Assicurare la collaborazione delle autorità o degli organismi che, sul proprio territorio, sono responsabili della sorveglianza e dell'assistenza dei condannati;

3. Informare lo Stato richiedente di tutti i provvedimenti adottati e della loro applicazione.

Articolo 13

Nel caso in cui il condannato divenga oggetto di una revoca della condizionale di cui all'articolo 2, o perché sottoposto a procedimento o a condanna per un nuovo reato, ovvero perché inadempiente agli obblighi impostigli, le informazioni necessarie vengono fornite d'ufficio e senza indugio allo Stato richiedente dallo Stato richiesto.

Articolo 14

Allo scadere del periodo di sorveglianza, su domanda dello Stato richiedente, lo Stato richiesto fornisce a quest'ultimo tutte le informazioni necessarie.

Articolo 15

Lo Stato richiedente è il solo competente a giudicare, tenuto conto delle informazioni e dei pareri forniti dallo Stato richiesto, se il condannato ha adempiuto o meno gli obblighi che gli erano stati imposti e, sulla base di tale apprezzamento, ad adottare ulteriori misure previste dalla propria legislazione.

Esso informa lo Stato richiesto della propria decisione.

TITOLO III

DELL'ESECUZIONE DELLE CONDANNE

Articolo 16

Dopo la revoca della sospensione condizionale da parte dello Stato richiedente e su domanda di detto Stato, competerà allo Stato richiesto di dare esecuzione alla condanna.

Articolo 17

L'esecuzione avviene in conformità della legge dello Stato richiesto, previa verifica dell'autenticità della richiesta di esecuzione e della sua compatibilità con le condizioni fissate dalla presente Convenzione.

Articolo 18

Lo Stato richiesto trasmette in tempo utile allo Stato richiedente un documento attestante l'esecuzione della condanna.

Articolo 19

Lo Stato richiesto sostituisce, ove occorra, alla sanzione inflitta nello Stato richiedente, la pena o la misura prevista dalla propria legge per un reato analogo. Tale pena o misura corrisponde, per sua natura, nella misura massima possibile a quella inflitta dalla condanna da eseguire. Essa non può eccedere il massimo previsto dalla legge dello Stato richiesto, né essere più severa, per natura e durata, della pena inflitta dallo Stato richiedente.

Articolo 20

Lo Stato richiedente non può più adottare alcuna delle misure di esecuzione richieste, a meno che un rifiuto o una impossibilità di esecuzione gli siano stati notificati dallo Stato richiesto.

Articolo 21

Lo Stato richiesto è competente in materia di libertà condizionata. Il diritto di grazia può essere esercitato sia dallo Stato richiedente che dallo Stato richiesto.

TITOLO IV

CESSIONE DI POTERI IN FAVORE DELLO STATO RICHIESTO

Articolo 22

Lo Stato richiedente comunica allo Stato richiesto la sentenza di cui chiede la completa applicazione.

Articolo 23

1. Lo Stato richiesto adegua la pena o la misura inflitta alla propria legislazione penale come se la condanna fosse stata pronunciata per lo stesso reato commesso nel proprio territorio.

2. La pena inflitta nello Stato richiesto non può essere più severa di quella inflitta nello Stato richiedente.

Articolo 24

Lo Stato richiesto garantisce la completa applicazione della sentenza in tal modo adeguata come se si trattasse di una sentenza pronunciata dai propri organi giudiziari.

Articolo 25

L'accettazione da parte dello Stato richiesto di una domanda formulata in conformità del presente titolo estingue il diritto di eseguire la condanna nello Stato richiedente.

TITOLO V

DISPOSIZIONI COMUNI

Articolo 26

1. Ogni richiesta di cui all'articolo 5 deve essere formulata per iscritto.

Detta richiesta dovrà indicare:

a) l'autorità che l'ha emanata;

b) l'oggetto;

c) l'identità del condannato ed il suo luogo di residenza nello Stato richiesto.

2. La richiesta di sorveglianza sarà accompagnata dall'originale o da una copia autentica della decisione contenente le ragioni che hanno motivato la sorveglianza e quelle che fissano le misure alle quali viene sottoposto il condannato. Detto documento deve attestare il carattere esecutivo della decisione e delle misure di sorveglianza prescritte. Preciserà inoltre, nella misura del possibile, le circostanze del reato che ha motivato la decisione relativa alla sorveglianza, il tempo ed il luogo nel quale è stato commesso il reato, la sua qualificazione giuridica e, ove occorra, la durata della pena da eseguire. Fornirà inoltre tutte le informazioni del caso sulla natura e durata delle misure di sorveglianza di cui è richiesta l'applicazione. Conterrà infine riferimenti alle disposizioni di legge applicabili nonché le informazioni necessarie circa la personalità del condannato e la sua condotta nello Stato richiedente prima e dopo la pronunzia della decisione di sorveglianza.

3. La richiesta di esecuzione sarà accompagnata dall'originale o da una copia autentica della decisione che attesti la revoca della sospensione condizionale della condanna o della sua esecuzione nonché del provvedimento di condanna.

Il carattere esecutivo delle predette due decisioni sarà certificato nella forma prescritta dalla legge dello Stato che le ha pronunciate.

Allorché il provvedimento da eseguire ne sostituisce uno emesso in precedenza senza contenere l'esposizione dei fatti, dovrà essere allegata una copia autentica del provvedimento contenente detta esposizione.

4. La richiesta di una completa applicazione della condanna sarà accompagnata dai documenti di cui al precedente paragrafo 2.

Articolo 27

1. La richiesta sarà indirizzata dal Ministero della giustizia dello Stato richiedente al Ministero della giustizia dello Stato richiesto. La risposta verrà trasmessa con la stessa procedura.

2. Le comunicazioni necessarie all'applicazione della presente Convenzione verranno scambiate sia col procedimento indicato al paragrafo 1 del presente articolo, che direttamente tra le autorità delle Parti contraenti.

3. Nei casi urgenti, le comunicazioni di cui al paragrafo 2 del presente articolo potranno essere trasmesse tramite l'Organizzazione internazionale di polizia criminale (Interpol).

4. Ogni Parte contraente può, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, render noto che essa intende derogare alle norme di trasmissione di cui ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo.

Articolo 28

Qualora lo Stato richiesto ritenga che le informazioni fornite dallo Stato richiedente sono insufficienti per permettergli l'applicazione della presente Convenzione, richiederà le informazioni supplementari ritenute necessarie. Esso può fissare un termine per l'ottenimento di dette informazioni.

Articolo 29

1. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, non sarà richiesta la traduzione delle richieste e dei documenti allegati, né di qualsiasi altro documento concernente l'applicazione della presente Convenzione.

2. Ogni Parte contraente potrà, al momento della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, riservarsi la facoltà di esigere che le richieste e i documenti allegati le siano inviati accompagnati, sia da una traduzione nella lingua di detta Parte, che da una traduzione in una qualsiasi delle lingue ufficiali del Consiglio d'Europa o nella lingua, fra quelle menzionate, che essa indicherà. Le altre Parti contraenti potranno invocare il trattamento di reciprocità.

3. Il presente articolo non pregiudica in alcun modo le disposizioni relative alla traduzione delle richieste e dei documenti allegati, contenute negli accordi o nelle intese in vigore o da concludere fra due o più Parti contraenti.

Articolo 30

Gli atti e i documenti trasmessi in applicazione della presente Convenzione saranno esenti da qualsiasi legalizzazione.

Articolo 31

Lo Stato richiesto è competente a percepire su domanda dello Stato richiedente, il rimborso delle spese del processo e dell'emanazione della sentenza sopportate da quest'ultimo Stato.

Se lo Stato richiesto procede a tale riscossione, sarà tenuto a rimborsare allo Stato richiedente unicamente gli onorari degli esperti che ha percepiti.

Articolo 32

Le spese di sorveglianza e di esecuzione incorse nello Stato richiesto non vengono rimborsate.

TITOLO VI

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 33

La presente Convenzione non pregiudica in alcun modo le disposizioni di pubblica sicurezza relative agli stranieri.

Articolo 34

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata o accettata. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica o di accettazione.

3. Essa entrerà in vigore nei confronti di ogni altro Stato firmatario che la ratifichi o l'accetti successivamente, tre mesi dopo il deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione.

Articolo 35

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni Stato non membro del Consiglio ad aderire alla presente Convenzione.

2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del deposito stesso.

Articolo 36

1. Ogni Parte contraente, al momento della firma o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, potrà designare il territorio o i territori ai quali verrà applicata la presente Convenzione.

2. Ogni Parte contraente, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione o in ogni altro momento successivo, potrà estendere la applicazione della presente Convenzione mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, a qualsiasi altro territorio indicato nella dichiarazione stessa e di cui esso curi le relazioni internazionali o in nome del quale sia autorizzata a stipulare.

3. Ogni dichiarazione fatta ai sensi del paragrafo precedente potrà essere ritirata, per quanto riguarda qualsiasi territorio indicato in detta dichiarazione, alle condizioni previste dall'articolo 39 della presente Convenzione.

Articolo 37

1. La presente Convenzione non pregiudica in alcun modo gli obblighi contenuti nelle disposizioni di ogni altra Convenzione internazionale a carattere bilaterale o multilaterale che, fra due o più Parti contraenti, regolino o regoleranno l'estradizione o altre forme di reciproca assistenza giudiziaria in materia penale.

2. Le Parti contraenti potranno concludere fra di loro accordi bilaterali o multilaterali relativi alle questioni trattate nella presente Convenzione unicamente allo scopo di completarne le disposizioni o di facilitare l'applicazione dei principî in essa contenuti.

3. Tuttavia, se due o più Parti contraenti hanno basato o baseranno i loro rapporti su di una legislazione uniforme o su un regime particolare, esse avranno la facoltà di regolare i loro reciproci rapporti in materia, basandosi esclusivamente su tali sistemi, nonostante le disposizioni della presente Convenzione.

Le Parti contraenti che dovessero escludere l'applicazione della presente Convenzione nei loro reciproci rapporti, in base alle disposizioni del presente paragrafo, invieranno a tale scopo una notifica al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 38

1. Ogni Parte contraente, al momento della firma o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, potrà dichiarare di fare uso di una o più delle riserve contenute nell'allegato alla presente Convenzione.

2. Ogni Parte contraente potrà ritirare del tutto o in parte una riserva da essa formulata in base al paragrafo precedente, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa e che avrà effetto alla data del suo ricevimento.

3. La Parte contraente che ha formulato una riserva al riguardo di una disposizione della presente Convenzione non potrà pretendere l'applicazione di tale disposizione da parte di un'altra Parte; tuttavia, Essa potrà, se la riserva è parziale o condizionale, pretendere l'applicazione di detta disposizione nella misura in cui Essa stessa l'ha accettata.

4. Ogni Parte contraente potrà, al momento della firma della presente Convenzione o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, mediante notifica indirizzata al Segretario generale del Consiglio d'Europa, notificare che Essa considera la ratifica, l'accettazione o l'adesione come comportante l'obbligo, in base al diritto internazionale, di introdurre nell'ordinamento interno le disposizioni necessarie all'attuazione della presente Convenzione.

Articolo 39

1. La presente Convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato.

2. Ogni Parte contraente potrà, per quel che la riguarda, denunciare la presente Convenzione inviandone notifica al Segretario generale del Consiglio d'Europa.

3. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data in cui il Segretario generale ne avrà ricevuto notifica.

Articolo 40

Il Segretario generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati Membri del Consiglio e ad ogni Stato che abbia aderito alla presente Convenzione:

a) ogni firma;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;

c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità dell'articolo 34;

d) ogni notifica e ogni dichiarazione ricevute in applicazione del paragrafo 4 dell'articolo 27, del paragrafo 2 dell'articolo 29, del paragrafo 3 dell'articolo 37 e del paragrafo 4 dell'articolo 38;

e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 36;

f) ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 38;

g) il ritiro di ogni riserva, effettuato in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 38;

h) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 39 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà effetto.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Strasburgo, il 30 novembre 1964 in francese ed in inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia conforme ad ogni Stato firmatario ed aderente.

(*seguono le firme*)

ALLEGATO

Ogni Parte contraente potrà dichiarare di riservarsi il diritto di notificare:

1. che Essa non accetta le disposizioni della Convenzione relative all'esecuzione delle condanne o alla loro completa applicazione;

2. che Essa accetta solo alcune di tali disposizioni;

3. che Essa non accetta le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 37.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MORO

DECRETO MINISTERIALE 5 giugno 1973.

Nomina di un rappresentante del Ministero del tesoro in seno al Comitato per l'edilizia residenziale.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto ministeriale 12 gennaio 1972, n. 333, con il quale è stato costituito il Comitato per l'edilizia residenziale (CER), chiamando a far parte fra gli altri membri il dott. Salvatore Viaggio, direttore generale della cassa depositi e prestiti;

Vista la nota 190473/40 del 27 febbraio 1973, con la quale il Ministero del tesoro nel comunicare le dimissioni rassegnate dal dott. Salvatore Viaggio, designa, in sostituzione, il prof. Giuseppe Falcone;

Visto l'art. 2 della legge 22 ottobre 1971, n. 865, concernente programmi ed interventi nel settore dell'edilizia residenziale, agevolata e convenzionata;

Decreta:

Art. 1.

Il prof. Giuseppe Falcone è chiamato a far parte del Comitato per l'edilizia residenziale (CER), quale rappresentante del Ministero del tesoro in sostituzione del dott. Salvatore Viaggio, dimissionario.

Art. 2.

Per ogni giornata di partecipazione alle sedute che terrà la commissione indicata nelle premesse è attribuito al prof. Giuseppe Falcone il gettone di presenza previsto dall'art. 1 della legge 5 giugno 1967, n. 417, salvo rimborsi ex decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1972, n. 748.

Art. 3.

La spesa di cui all'art. 2 farà carico sugli impegni assunti sul cap. 1202 del bilancio di questo Ministero per l'anno finanziario in corso e sul corrispondente capitolo del bilancio dell'anno 1974 con il decreto ministeriale 16 febbraio 1972, n. 2906/2/37 citato nelle premesse.

Roma, addì 5 giugno 1973

p. *Il Ministro*: RUSSO

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 luglio 1973
Registro n. 12, foglio n. 258

(12980)

DECRETO MINISTERIALE 13 ottobre 1973.

Nuova tariffa per l'assicurazione obbligatoria dei medici contro le malattie e le lesioni causate dall'azione dei raggi X e delle sostanze radioattive.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 1 della legge 30 gennaio 1968, n. 47, sull'assicurazione obbligatoria dei medici contro le malattie e le lesioni causate dall'azione dei raggi X e delle sostanze radioattive;

Visto il decreto ministeriale 20 marzo 1972 sulla rivalutazione triennale delle rendite che porta la retribuzione convenzionale annuale da assumersi come base per la liquidazione delle medesime da lire 3.000.000 a lire 4.200.000;

Vista la delibera adottata dal consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro nella seduta del 30 gennaio 1973;

Considerato che, rispetto alla data 1° gennaio 1967 di prima applicazione della tariffa dei premi dell'assicurazione suddetta, sono decorsi più di due anni;

Considerate le risultanze della gestione che pongono in evidenza un disavanzo da coprire;

Decreta:

Articolo unico

I premi annui di cui al secondo comma dell'art. 1 della legge 30 gennaio 1968, n. 47, vengono modificati, ai sensi del presente decreto, e a decorrere dal 1° gennaio 1972, come segue:

APPARECCHI RADIOLOGICI

A) *Di diagnostica*:

1) installati presso ospedali, cliniche ed istituti universitari; presso istituti, enti di previdenza, assistenza e prevenzione ed inoltre presso case di cura private	L.	195.600
2) installati presso studi privati di radiologia	»	74.250
3) installati presso studi privati di medici non radiologi che se ne avvalgono quale mezzo ausiliario diagnostico	»	31.000

B) *Di terapia* (comprese le unità terapeutiche contenenti isotopi radioattivi indivisibili racchiusi permanentemente nell'apparecchiatura destinata alle applicazioni):

1) installati presso ospedali, cliniche ed istituti universitari; presso istituti, enti di previdenza, assistenza e prevenzione ed inoltre presso case di cura private	L.	120.300
2) installati presso studi privati	»	29.500

SOSTANZE RADIOATTIVE IN USO

Per ogni 50 millicurie fino a 1000 millicurie	L.	260
Quota fissa oltre i 1000 millicurie	»	2.410

Con la stessa decorrenza 1° gennaio 1972 l'addizionale di cui al terzo comma del citato art. 1 della legge 30 gennaio 1968, n. 47, sarà determinata sulla base dei nuovi premi.

Roma, addì 13 ottobre 1973

Il Ministro: BERTOLDI

(13252)

DECRETO MINISTERIALE 5 novembre 1973.

Modifica della composizione della commissione per la tenuta degli albi nazionali degli esportatori ortoflorofrutticoli.

IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto l'art. 7 della legge 25 gennaio 1966, n. 31, concernente l'istituzione della commissione per la tenuta degli albi nazionali degli esportatori di prodotti ortoflorofrutticoli;

Visto il proprio decreto 7 marzo 1973, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 30 aprile 1973, n. 110, concernente la costituzione della suddetta commissione;

Vista la comunicazione dell'Associazione nazionale commercianti esportatori fiori (A.N.C.E.F.) datata 1° ottobre 1973, con la quale vengono designati il dott. Aldo Sarchi, membro effettivo, ed il sig. Antonio Nobile, membro supplente;

Decreta:

Il dott. Aldo Sarchi ed il sig. Antonio Nobili, rispettivamente membro effettivo e membro supplente in rappresentanza dell'Associazione nazionale commercianti esportatori fiori (A.N.C.E.F.), entrano a fare parte della commissione per la tenuta dell'albo nazionale degli esportatori di fiori e piante ornamentali.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 5 novembre 1973

Il Ministro: MATTEOTTI

(12979)

DECRETO MINISTERIALE 8 novembre 1973.

Sostituzione di un membro del comitato dell'Istituto nazionale della previdenza sociale per la regione Molise.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 aprile 1970, n. 639, relativo all'attuazione delle deleghe conferite al Governo con gli articoli 27 e 29 della legge 30 aprile 1969, n. 153, concernente revisione degli ordinamenti pensionistici e norme in materia di sicurezza sociale;

Visto l'art. 33 del decreto sopra menzionato relativo all'istituzione, in ogni regione, di un comitato regionale dell'Istituto nazionale della previdenza sociale;

Visto il proprio decreto in data 1° luglio 1971, relativo alla costituzione del comitato dell'Istituto nazionale della previdenza sociale per la regione Molise;

Vista la nota n. 2331615 del 17 settembre 1973, con la quale l'Istituto nazionale della previdenza sociale ha designato il dott. Lucio Colucci, direttore principale, quale proprio rappresentante con voto consultivo nel comitato predetto, in sostituzione del dott. Giovanni Errico, collocato a riposo;

Ritenuta la necessità di procedere alla richiesta sostituzione;

Decreta:

Il dott. Lucio Colucci, direttore principale, è nominato membro del comitato dell'Istituto nazionale della previdenza sociale per la regione « Molise », in qualità di rappresentante, con voto consultivo, dell'Istituto medesimo ed in sostituzione del dott. Giovanni Errico.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 8 novembre 1973

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
BERTOLDI

Il Ministro per il tesoro
LA MALFA

(13152)

DECRETO MINISTERIALE 11 novembre 1973.

Classificazione tra le provinciali di una strada in provincia di Rieti.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Visto l'atto 16 aprile 1970, n. 158, con il quale l'amministrazione provinciale di Rieti ha deliberato di provincializzare la strada comunale « Salaria-bivio Collemoresco-Patarico-Domo-Collespada-bivio Cassino-Cona » che ha inizio dalla strada statale n. 4 « Salaria » alla progressiva km. 146 + 600 presso la località S. Giusta e termina sulla strada provinciale « Torrita-Accumoli » in località Cona, dell'estesa di km. 11 + 300;

Visto il voto 10 aprile 1973, n. 185, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha espresso al riguardo parere favorevole;

Ritenuto che la suddetta strada può pertanto essere classificata provinciale a termini dell'art. 5 della legge n. 126;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014, la strada comunale di cui alle premesse di km. 11+300 (salvo più precise misurazioni all'atto del trasferimento dall'ente cedente al cessionario) è classificata provinciale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 11 novembre 1973

Il Ministro: LAURICELLA

(12917)

DECRETO MINISTERIALE 11 novembre 1973.

Classificazione tra le comunali di una strada in comune di Bagni di Lucca.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la legge 12 febbraio 1958, n. 126;

Vista la delibera 27 luglio 1972, n. 133-*bis*, con la quale il comune di Bagni di Lucca ha espresso parere favorevole alla classificazione a comunale della strada di bonifica « Capannucce-Sala » che si diparte dalla strada comunale « Fabbriche di Casabasciana-Crasciana » e raggiunge il nucleo abitato di Sala, dell'estesa di km. 0+570;

Visto il voto 10 aprile 1973, n. 183, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha riconosciuto che la strada in parola è in possesso dei requisiti di cui all'art. 7 della legge n. 126 per essere classificata comunale;

Ritenuto che la suddetta strada può, pertanto, essere classificata comunale ai sensi dell'art. 10 della legge stessa;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti della legge 12 febbraio 1958, n. 126, è classificata comunale la strada di bonifica « Capannucce-Sala » (km. 0+570) ed inclusa nel novero delle strade del comune di Bagni di Lucca (Lucca).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 11 novembre 1973

Il Ministro: LAURICELLA

(12918)

DECRETO MINISTERIALE 15 novembre 1973.

Classificazione tra le comunali di una strada in provincia di Bologna.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Vista la legge 12 febbraio 1958, n. 126;

Visto l'atto 8 luglio 1971, n. 75, con il quale l'amministrazione comunale di Pianoro ha chiesto la classificazione tra le comunali della strada di bonifica « Botteghino-Pianoro » dell'estesa di km. 4+990;

Visto il voto 10 aprile 1973, n. 182, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha espresso parere favorevole al riguardo;

Ritenuto, quindi, che la strada di bonifica suddetta può essere classificata comunale a termini dell'art. 7 della legge 126;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti della legge 12 febbraio 1958, n. 126, la strada di bonifica di cui alle premesse della estesa di km. 4 + 990 (salvo più precise misurazioni allo atto del trasferimento dall'ente cedente al cessionario) è classificata comunale ed inclusa nel novero delle strade del comune di Pianoro (Bologna).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 15 novembre 1973

Il Ministro: LAURICELLA

(12919)

DECRETO MINISTERIALE 16 novembre 1973.

Autorizzazione alla società « SO.FI.RE. Società fiduciaria e di revisione - S.p.a. », con sede in Milano, ad esercitare attività fiduciaria e di revisione.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Vista la legge 23 novembre 1939, n. 1966, che disciplina l'attività della società fiduciaria e di revisione;

Vista la domanda presentata dalla società « SO.FI.RE. Società fiduciaria e di revisione S.p.a. », con sede in Milano, diretta a conseguire la prescritta autorizzazione all'esercizio di attività fiduciaria e di revisione;

Accertato che la società ha adempiuto a tutti gli obblighi all'uopo stabiliti dalla legge e dal regolamento anzidetto;

Accertata, altresì, la regolarità della documentazione presentata dalla società stessa;

Decreta:

La società « SO.FI.RE. Società fiduciaria e di revisione S.p.a. », con sede in Milano, è autorizzata all'esercizio di attività fiduciaria e di revisione, ai sensi della legge 23 novembre 1939, n. 1966 e del regio decreto 22 aprile 1940, n. 531.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 16 novembre 1973

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
DE MITA

Il Ministro per la grazia e giustizia
ZAGARI

(12864)

DECRETO MINISTERIALE 17 novembre 1973.

Estensione dell'autorizzazione di cui al decreto ministeriale 12 febbraio 1972 per l'esercizio di attività fiduciaria, accordata alla società « Centro per la revisione e gestione aziendale CERGA S.p.a. », con sede in Milano.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Vista la legge 23 novembre 1939, n. 1966, che disciplina l'attività delle società fiduciarie e di revisione;

Visto il regio decreto 22 aprile 1940, n. 531, contenente le norme per l'attuazione della citata legge 23 novembre 1939. n. 1966;

Visto il decreto ministeriale 12 febbraio 1972, con il quale la società « Centro per la revisione e gestione aziendale CERGA S.p.a. », con sede in Milano, è stata autorizzata all'esercizio di attività di revisione ai sensi delle citate disposizioni;

Vista la domanda presentata dalla predetta società diretta a conseguire la prescritta autorizzazione anche all'esercizio di attività fiduciaria;

Accertato che la società ha adempiuto a tutti gli obblighi all'uopo stabiliti dalla legge e dal regolamento anzidetto;

Accertata, altresì, la regolarità della documentazione presentata dalla società stessa;

Decreta:

L'autorizzazione all'esercizio di attività di revisione, concessa alla società « Centro per la revisione e gestione aziendale CERGA S.p.a. », con sede in Milano, con decreto ministeriale 12 febbraio 1972 ai sensi della legge 23 novembre 1939, n. 1966 e del regio decreto 22 aprile 1940, n. 531, è estesa all'esercizio di attività fiduciaria.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 17 novembre 1973

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
DE MITA

Il Ministro per la grazia e giustizia
ZAGARI

(12912)

DECRETO MINISTERIALE 21 novembre 1973.

Autorizzazione alla società « Centro fiduciario S.p.a. », con sede in Genova, ad esercitare attività fiduciaria e di revisione.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Vista la legge 23 novembre 1939, n. 1966, che disciplina l'attività delle società fiduciarie e di revisione;

Visto il regio decreto 22 aprile 1940, n. 531, contenente le norme per l'attuazione della citata legge 23 novembre 1939, n. 1966;

Vista la domanda presentata dalla società « Centro fiduciario S.p.a. », con sede in Genova, diretta a conseguire la prescritta autorizzazione all'esercizio di attività fiduciaria e di revisione;

Accertato che la società ha adempiuto a tutti gli obblighi all'uopo stabiliti dalla legge e dal regolamento anzidetto;

Accertata, altresì, la regolarità della documentazione presentata dalla società stessa;

Decreta:

La società « Centro fiduciario S.p.a. », con sede in Genova, è autorizzata all'esercizio di attività fiduciarie e di revisione, ai sensi della legge 23 novembre 1939, numero 1966 e del regio decreto 22 aprile 1940, n. 531.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 21 novembre 1973

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
DE MITA

Il Ministro per la grazia e giustizia
ZAGARI

(13034)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di chimica biologica presso la facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Pavia

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che, presso la facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Pavia, è vacante la cattedra di chimica biologica, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento alla cattedra anzidetta dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(13268)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Passaggio dal demanio al patrimonio dello Stato di un terreno in comune di Nocera Inferiore

Con decreto interministeriale 25 giugno 1973, n. 1078, del Ministro per l'agricoltura e le foreste, di concerto con il Ministro per le finanze, è stato trasferito dal demanio pubblico al patrimonio dello Stato il terreno della superficie di mq. 270 iscritto nel catasto del comune di Nocera Inferiore al foglio 4, particelle 230/mq. 170, 292/mq. 15, 201/mq. 40 e 202/mq. 45.

(13045)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Esito di ricorsi

Con decreto del Capo dello Stato in data 6 agosto 1973, registrato alla Corte dei conti il 25 ottobre 1973, registro n. 11, foglio n. 64, è stato respinto il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 10 maggio 1972, proposto da Barillà Giovanni Battista, avverso la decisione adottata il 3 dicembre 1971, dalla commissione centrale per i ricorsi, con cui veniva respinto il ricorso gerarchico avanzato contro il diniego d'iscrizione nell'elenco effettivo del ruolo degli agenti e rappresentanti di commercio, deliberato in data 13 luglio 1970 dalla commissione provinciale di Torino.

(13046)

Con decreto del Capo dello Stato in data 6 agosto 1973, registrato alla Corte dei conti il 25 ottobre 1973, registro n. 11, foglio n. 67, è stato accolto il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 15 giugno 1971, proposto dal comune di Castellafiume, avverso la decisione del 22 febbraio 1971 con cui il prefetto di L'Aquila aveva accolto il ricorso presentato dal sig. Coluzzi contro il ritiro della propria licenza di vendita ambulante di « articoli casalinghi », disposto dal comune di Castellafiume in data 9 luglio 1970.

(13047)

Con decreto del Capo dello Stato in data 6 agosto 1973, registrato alla Corte dei conti il 25 ottobre 1973, registro n. 11, foglio n. 68, è stato accolto il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 13 agosto 1970, proposto dalla cooperativa « Casa del popolo » di Carnate (Milano), avverso il provvedimento del 29 gennaio 1970 con cui il sindaco di Carnate dichiarava decadute le voci « frutta e verdura, confezioni, calzature, prodotti per l'agricoltura » contenute nella licenza n. 15 dell'1 giugno 1950, già rilasciata alla cooperativa stessa.

(13052)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 31 agosto 1973, registrato alla Corte dei conti il 23 ottobre 1973, registro n. 11, foglio n. 36, il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 19 agosto 1972, prodotto dalla società Esso Italiana, per la parte in cui impugna il provvedimento n. 9432 del 29 marzo 1972, con il quale il prefetto di Bergamo ha disposto la revoca dell'autorizzazione relativa ad un impianto per la distribuzione automatica di carburanti in Bergamo, via Frizzoni, è stato respinto ed è stato dichiarato inammissibile per la parte in cui impugna il silenzio-rigetto opposto dal Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato, al ricorso gerarchico presentato dalla stessa società Esso avverso il suddetto decreto prefettizio.

(13172)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 31 agosto 1973, registrato alla Corte dei conti il 23 ottobre 1973, registro n. 11, foglio n. 37, è stato respinto il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 6 luglio 1972, prodotto dalla ditta Zanasi Giulio, con sede in Montecatini Terme, avverso il provvedimento n. 19820 del 4 marzo 1972, con il quale il prefetto di Firenze ha respinto la domanda per l'installazione di un impianto per la distribuzione automatica di carburanti in detta città, via Aretina, nonchè avverso il provvedimento con il quale l'amministrazione comunale di Firenze ha espresso parere contrario all'installazione del suddetto impianto.

(13171)

Con decreto del Capo dello Stato in data 6 agosto 1973, registrato alla Corte dei conti il 23 ottobre 1973, registro n. 11, foglio n. 35, è stato respinto il ricorso straordinario al Capo dello Stato, pervenuto al Ministero competente in data 17 aprile 1971, proposto dal comune di Lentate sul Seveso (Milano), avverso la decisione della giunta provinciale amministrativa di Milano del 22 ottobre 1970 con la quale veniva autorizzato il rilascio alla soc. Alidisco della licenza di vendita al minuto di vari generi alimentari, per i quali era già stata in precedenza concessa la vendita all'ingrosso, alla via Nazionale dei Giovi, 35, frazione Copreno, del comune di Lentate sul Seveso.

(13048)

Con decreto del Capo dello Stato in data 6 agosto 1973, registrato alla Corte dei conti il 25 ottobre 1973, registro n. 11, foglio n. 69, sono stati respinti i ricorsi straordinari al Capo dello Stato, pervenuti al Ministero competente rispettivamente in data 22 e 27 gennaio 1972 e riuniti per connessione, proposti da Pizzocchero Tersilla, Ornago Franca, Brivio Maria e Bucelli Lucia, avverso le decisioni del 17 giugno 1971, n. 17402/70 e n. 17402/70-*bis* con cui la giunta provinciale amministrativa di Milano pronunciava, rispettivamente, la propria incompetenza a decidere sul trasferimento della cooperativa « Ritrovo del lavoratore » di Cologno Monzese e l'autorizzazione alla voltura della licenza di detta cooperativa alla soc. SMA supermercati, da esercitarsi in quel comune in via Milano, angolo via Abruzzi.

(13050)

MINISTERO DEL TESORO

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica del 15 settembre 1973, registrato alla Corte dei conti il 3 novembre 1973, registro n. 35 Tesoro, foglio n. 325, sono stati respinti i ricorsi straordinari proposti dai signori Eligio Ansideri, Armando Borrello, Giuseppe Cavallo, Mario Crafa, Fernando Dante, Renato Della Rocca, Guido De Marco, Giuseppe Donato, Pasquale Falluto, Luciano Ferroni, Gino Franceschini, Ubaldo Pietrini, Anacleto Proietti, Aniello Russo, Mario Zamburru e Giuseppe Zappalà avverso il provvedimento con il quale erano state respinte le domande dei ricorrenti intese ad ottenere l'applicazione degli articoli 38 e 40 del testo unico 10 gennaio 1957, n. 3, relativi al trattamento economico spettante ai richiamati alle armi.

(13180)

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi all'esportazione di olio di oliva verso i Paesi terzi e la Grecia applicabili dal 1° febbraio 1973 al 28 febbraio 1973, a norma dei regolamenti (CEE) n. 260/73, n. 297/73, n. 343/73, n. 399/73, n. 508/73 e n. 542/73.

(in lire italiane per 100 kg netti)

Numero della tariffa	Statistica codice	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Prelievo			
			dall'1-2-1973 all'11-2-1973	dal 12-2-1973 al 14-2-1973	dal 15-2-1973 al 21-2-1973	dal 22-2-1973 al 28-2-1973
15.07		Oli vegetali fissi, fluidi o concreti, greggi, depurati o raffinati:				
		A. Olio di oliva:				
		I. che ha subìto un processo di raffinazione:				
	ex 15.07-010 15.07-020	a. ottenuto dalla raffinazione di olio di oliva vergine, anche mescolato con olio di oliva vergine	10.091,88 (*a*)	14.003,75 (*a*)	7.308,13 (*a*)	21.215,63 (*a*)
	ex 15.07.030 15.07-040	b. altro	13.546,88 (*a*)	18.798,13 (*a*)	9.810,00 (*a*)	28.478,75 (*a*)
	ex 15.07-061 15.07-065 ex 15.07-070 15.07-080	II. altro	9.091,88 (*a*)	12.616,25 (*a*)	6.583,75 (*a*)	19.113,13 (*a*)

(*a*) E' applicabile soltanto all'olio di oliva presentato in imballaggi immediati di un contenuto netto superiore a 5 kg.

(13169)

Prelievi applicabili dal 13 luglio 1973 al 31 luglio 1973 all'importazione da Paesi terzi, da SAMA, da PTOM e da Repubblica unita Tanzania, Repubblica Uganda, Repubblica Kenya, dei prodotti di cui all'art. 1, lettera d), del regolamento n. 120/67/CEE (esclusi i prodotti della voce doganale n. 23.07-B « foraggi melassati o zuccherati, ecc. ») e dei prodotti di cui all'art. 1, paragrafo 1, lettera c), del regolamento n. 359/67/CEE a norma dei regolamenti (CEE) n. 1734/73, n. 1773/73, n. 1795/73, n. 1871/73, n. 1888/73, n. 1943/73 e n. 1983/73.

(in lire italiane per 100 kg)

Numero della tariffa	Statistica codice	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da:					
			Paesi terzi			SAMA, PTOM, Repubblica unita Tanzania, Repubblica Uganda, Repubblica Kenya		
			dal 13-7-1973 al 18-7-1973	dal 19-7-1973 al 20-7-1973	dal 21-7-1973 al 31-7-1973	dal 13-7-1973 al 18-7-1973	dal 19-7-1973 al 20-7-1973	dal 21-7-1973 al 31-7-1973
07.06		Radici di manioca, d'arrow-root e di salep, topinambur, patate dolci e altre simili radici e tuberi ad alto tenore di amido o di inulina, anche secchi o tagliati in pezzi; midollo della palma a sago:						
	07.06-300	A. radici di manioca, d'arrow-root e di salep, e altre simili radici e tuberi ad alto tenore di amido, ad esclusione delle patate dolci	217,50 (1)	217,50 (1)	217,50 (1)	142,50 (1)	142,50 (1)	142,50 (1)
11.01-C	11.01-530	Farina di orzo	2.486,25	2.486,25	2.486,25	2.173,75	2.173,75	2.173,75
11.01-D	11.01-550	Farina di avena	2.236,25	2.236,25	2.236,25	1.923,75	1.923,75	1.923,75
11.01-E		Farina di granturco:						
	11.01-911	I. avente tenore di sostanze grasse inferiore o uguale a 1,5 %, in peso	2.008,75	2.008,75	1.446,25	1.696,25	1.696,25	1.133,75
	11.01-915	II. altra	1.117,50	1.117,50	798,75	961,25	961,25	642,50
11.01-F	11.01-920	Farina di riso	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
11.01-G	11.01-991	Farina di grano saraceno	312,50	312,50	312,50	zero	zero	zero

Numero della tariffa	Statistica codice	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da:					
			Paesi terzi			SAMA, PTOM, Repubblica unita Tanzania, Repubblica Uganda, Repubblica Kenya		
			dal 13-7-1973 al 18-7-1973	dal 19-7-1973 al 20-7-1973	dal 21-7-1973 al 31-7-1973	dal 13-7-1973 al 18-7-1973	dal 19-7-1973 al 20-7-1973	dal 21-7-1973 al 31-7-1973
11.01-H	11.01-992	Farina di miglio	1.868,13	1.708,75	1.708,75	1.711,88	1.552,50	1.552,50
11.01-IJ	11.01-993	Farina di scagliola	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
11.01-K	11.01-994	Farina di sorgo	1.416,88	1.416,88	1.416,88	1.260,63	1.260,63	1.260,63
11.01-L	11.01-995	Farine altre	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
11.02		Semole, semolini; cereali mondati, perlati, spezzati, schiacciati (compresi i fiocchi), esclusi il riso pilato, brillato, lucidato e quello spezzato; germi di cereali, anche sfarinati:						
		A. semole e semolini:						
	11.02-050	II. di segala	5.635,00	5.635,00	5.635,00	5.322,50	5.322,50	5.322,50
	11.02-070	III. di orzo	2.486,25	2.486,25	2.486,25	2.173,75	2.173,75	2.173,75
	11.02-090	IV. di avena	2.236,25	2.236,25	2.236,25	1.923,75	1.923,75	1.923,75
		V. di granturco:						
		a. aventi tenore di sostanze grasse inferiore o uguale a 1,5 %, in peso:						
	11.02-111	1. destinati all'industria della birra (2)	312,50	312,50	312,50	zero	zero	zero
	11.02-114	2. altri	2.008,75	2.008,75	1.446,25	1.696,25	1.696,25	1.133,75
	11.02-117	b. altri	1.117,50	1.117,50	798,75	961,25	961,25	642,50
	11.02-130	VI. di riso	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
	11.02-191	VII. di grano saraceno	312,50	312,50	312,50	zero	zero	zero
	11.02-192	VIII. di miglio	1.868,13	1.708,75	1.708,75	1.711,88	1.552,50	1.552,50
	11.02-193	IX. di sorgo	1.416,88	1.416,88	1.416,88	1.260,63	1.260,63	1.260,63
	11.02-195	X. altri	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
		B. cereali mondati (decorticati o pilati) anche tagliati o spezzati:						
		I. di orzo, di avena, di grano saraceno o di miglio:						
		a. mondati (decorticati o pilati):						
	11.02-210	1. di orzo	2.088,13	2.088,13	2.008,13	1.931,88	1.931,88	1.931,88
		2. di avena:						
	11.02-230	aa. avena spuntata . .	1.246,25	1.246,25	1.246,25	1.090,00	1.090,00	1.090,00
	11.02-250	bb. altra	2.080,00	2.080,00	2.080,00	1.923,75	1.923,75	1.923,75
	11.02-271	3. di grano saraceno . .	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
	11.02-275	4. di miglio	2.841,25	2.591,25	2.591,25	2.685,00	2.435,00	2.435,00
		b. mondati e tagliati o spezzati (detti « Grütze » o « grutten »):						
	11.02-310	1. di orzo	2.088,13	2.088,13	2.088,13	1.931,88	1.931,88	1.931,88
	11.02-330	2. di avena	2.080,00	2.080,00	2.080,00	1.923,75	1.923,75	1.923,75
	11.02-371	3. di grano saraceno . .	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
	11.02-375	4. di miglio	2.841,25	2.591,25	2.591,25	2.685,00	2.435,00	2.435,00
		II. di altri cereali:						
	11.02-401	a. di frumento	2.736,25	2.736,25	2.736,25	2.580,00	2.580,00	2.580,00
	11.02-402	b. di segala	4.088,75	4.088,75	4.088,75	3.932,50	3.932,50	3.932,50
	11.02-403	c. di granturco	1.664,38	1.664,38	1.164,38	1.508,13	1.508,13	1.008,13
	11.02-404	d. di sorgo	2.133,13	2.133,13	2.133,13	1.976,88	1.976,88	1.976,88
	11.02-405	e. altri	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero

Numero della tariffa	Statistica codice	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi			SAMA, PTOM, Repubblica unita Tanzania, Repubblica Uganda, Repubblica Kenya		
			dal 13-7-1973 al 18-7-1973	dal 19-7-1973 al 20-7-1973	dal 21-7-1973 al 31-7-1973	dal 13-7-1973 al 18-7-1973	dal 19-7-1973 al 20-7-1973	dal 21-7-1973 al 31-7-1973
11.02 (*segue*)		C. cereali perlati:						
	11.02-511	I. di frumento	3.260,00	3.260,00	3.260,00	3.103,75	3.103,75	3.103,75
	11.02-515	II. di segala	4.887,50	4.887,50	4.887,50	4.731,25	4.731,25	4 731,25
	11.02-530	III. di orzo	3.331,25	3.331,25	3.331,25	3.018,75	3.018,75	3.018,75
	11.02-571	IV. di avena	1.866,25	1.866,25	1.866,25	1.710,00	1.710,00	1.710,00
	11.02-572	V. di granturco	1.664,38	1.664,38	1.164,38	1.508,13	1.508,13	1.008,13
	11.02-573	VI. di grano saraceno	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
	11.02-574	VII. di miglio	2.841,25	2.591,25	2.591,25	2.685,00	2.435,00	2.435,00
	11.02-575	VIII. di sorgo	2.133,13	2.133,13	2.133,13	1.976,88	1.976,88	1.976,88
	11.02-576	IX. altri	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
		D. cereali soltanto spezzati:						
	11.02-621	I. di frumento	2.135,00	2.135,00	2.135,00	1.978,75	1.978,75	1.978,75
	11.02-625	II. di segala	3.172,50	3.172,50	3.172,50	3.016,25	3.016,25	3.016,25
	11.02-640	III. di orzo	1.388,13	1.388,13	1.388,13	1.231,88	1.231,88	1.231,88
	11.02-660	IV. di avena	1.246,25	1.246,25	1.246,25	1.090,00	1.090,00	1.090,00
	11.02-681	V. di granturco	1.117,50	1.117,50	798,75	961,25	961,25	642,50
	11.02-682	VI. di grano saraceno	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
	11.02-683	VII. di miglio	1.868,13	1.708,75	1.708,75	1.711,88	1.552,50	1.552,50
	11.02-684	VIII. di sorgo	1.416,88	1.416,88	1.416,88	1.260,63	1.260,63	1.260,63
	11.02-685	IX. altri	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
		E. cereali schiacciati; fiocchi:						
		I. di orzo, di avena, di grano saraceno o di miglio:						
		a. cereali schiacciati:						
	11.02-710	1. di orzo	1.388,13	1.388,13	1.388,13	1.231,88	1.231,88	1.231,88
	11.02-730	2. di avena	1.246,2	1.246,25	1.246,25	1.090,00	1.090,00	1.090,00
	11.02-771	3. di grano saraceno	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
	11.02-775	4. di miglio	1.868,13	1.708,75	1.708,75	1.711,88	1.552,50	1.552,50
		b. fiocchi:						
	11.02-830	1. di orzo	2.727,50	2.727,50	2.727,50	2.415,00	2.415,00	2.415,00
	11.02-840	2. di avena	2.450,00	2.450,00	2.450,00	2.137,50	2.137,50	2.137,50
	11.02-851	3. di grano saraceno	312,50	312,50	312,50	zero	zero	zero
	11.02-855	4. di miglio	3.333,13	3.051,88	3.051,88	3.020,63	2.739,38	2.739,38
		II. di altri cereali:						
	11.02-861	a. di frumento	3.804,38	3.804,38	3.804,38	3.491,88	3.491,88	3.491,88
	11.02-865	b. di segala	5.635,00	5.635,00	5.635,00	5.322,50	5.322,50	5.322,50
	11.02-891	c. di granturco	2.008,75	2.008,75	1.446,25	1.696,25	1.696,25	1.133,75
	11.02-892	d. di sorgo	2.536,88	2.536,88	2.536,88	2.224,38	2.224,38	2.224,38
		e. altri:						
	11.02-893	1. fiocchi di riso	312,50	312,50	312,50	zero	zero	zero
	11.02-895	2. non nominati	312,50	312,50	312,50	zero	zero	zero
		F. agglomerati (« pellets »):						
	11.02-930	I. di frumento	3.804,38	3.804,38	3.804,38	3.491,88	3.491,88	3.491,88
	11.02-941	II. di segala	5.635,00	5.635,00	5.635,00	5.322,50	5.322,50	5.322,50
	11.02-942	III. di orzo	2.486,25	2.486,25	2.486,25	2.173,75	2.173,75	2.173,75
	11.02-943	IV. di avena	2.236,25	2.236,25	2.236,25	1.923,75	1.923,75	1.923,75
	11.02-944	V. di granturco	2.008,75	2.008,75	1.446,25	1.696,25	1.696,25	1.133,75
	11.02-945	VI. di riso	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
	11.02-946	VII. di grano saraceno	312,50	312,50	312,50	zero	zero	zero
	11.02-947	VIII. di miglio	1.868,13	1.708,75	1.708,75	1.711,88	1.552,50	1.552,50

Numero della tariffa	Statistica codice	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi dal 13-7-1973 al 18-7-1973	Paesi terzi dal 19-7-1973 al 20-7-1973	Paesi terzi dal 21-7-1973 al 31-7-1973	SAMA, PTOM, Repubblica unita Tanzania, Repubblica Uganda, Repubblica Kenya dal 13-7-1973 al 18-7-1973	SAMA, PTOM, ... dal 19-7-1973 al 20-7-1973	SAMA, PTOM, ... dal 21-7-1973 al 31-7-1973
11.02 (*segue*)	11.02-948	IX. di sorgo	1.416,88	1.416,88	1.416,88	1.260,63	1.260,63	1.260,63
	11.02-949	X. altri	156,25	156,25	156,25	zero	zero	zero
		G. germi di cereali, anche sfarinati:						
	11.02-950	I. di frumento	1.767,50	1.767,50	1.767,50	1.455,00	1.455,00	1.455,00
	11.02-980	II. altri	1.019,38	1.019,38	785,00	706,88	706,88	472,50
11.06		Farine e semolini di sago, di manioca, d'arrow-root, di salep e di altre radici e tuberi compresi nella voce n. 07.06:						
	11.06-200	A. denaturati	373,75	373,75	373,75	105,00	105,00	105,00
		B. altri:						
	11.06-801	I. destinati alla fabbricazione di amido o di fecola (2)	1.062,50	1.062,50	1.062,50	zero	zero	zero
	11.06-805	II. non nominati	2.580,00	2.580,00	2.076,88	1.405,00	1.405,00	901,88
11.07		Malto, anche torrefatto:						
		A. non torrefatto:						
		I. di frumento:						
	11.07-101	a. presentato sotto forma di farina	4.015,63	4.015,63	4.015,63	3.453,13	3.453,13	3.453,13
	11.07-105	b. altro	3.142,50	3.142,50	3.142,50	2.580,00	2.580,00	2.580,00
		II. altro:						
	11.07-301	a. presentato sotto forma di farina	2.711,88	2.711,88	2.711,88	2.149,38	2.149,38	2.149,38
	11.07-305	b. non nominato	2.168,75	2.168,75	2.168,75	1.606,25	1.606,25	1.606,25
	11.07-600	B. torrefatto	2.434,38	2.434,38	2.434,38	1.871,88	1.871,88	1.871,88
11.08		Amidi e fecole; inulina:						
		A. amidi e fecole:						
	11.08-110	I. amido di granturco . . .	1.062,50	1.062,50	1.062,50	zero	zero	zero
	11.08-200	II. amido di riso	1.593,75	1.593,75	1.593,75	zero	zero	zero
	11.08-300	III. amido di frumento	1.062,50	1.062,50	1.062,50	zero	zero	zero
	11.08-400	IV. fecola di patate	1.062,50	1.062,50	1.062,50	zero	zero	zero
	11.08-500	V. altri	1.062,50	1.062,50	1.062,50	zero	zero	zero
11.09		Glutine di frumento anche allo stato secco:						
	11.09-100	A. allo stato secco	9.375,00	9.375,00	9.375,00	zero	zero	zero
	11.09-900	B. altro	9.375,00	9.375,00	9.375,00	zero	zero	zero
17.02		Altri zuccheri; sciroppi; succedanei del miele, anche misti con miele naturale; zuccheri e melassi, caramellati:						
		B. glucosio e sciroppo di glucosio:						
		I. contenenti, in peso, allo stato secco, 99 % o più di prodotto puro:						
	17.02-231	a. glucosio in polvere cristallina bianca, anche agglomerata	5.000,00	5.000,00	5.000,00	zero	zero	zero
	17.02-235	b. altri	3.437,50	3.437,50	3.437,50	zero	zero	zero
		II. altri:						
	17.02-281	a. glucosio in polvere cristallina bianca, anche agglomerata	5.000,00	5.000,00	5.000,00	zero	zero	zero
	17.02-285	b. non nominati	3.437,50	3.437,50	3.437,50	zero	zero	zero

Numero della tariffa	Statistica codice	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Importazioni da: Paesi terzi			Importazioni da: SAMA, PTOM, Repubblica unita Tanzania, Repubblica Uganda, Repubblica Kenya		
			dal 13-7-1973 al 18-7-1973	dal 19-7-1973 al 20-7-1973	dal 21-7-1973 al 31-7-1973	dal 13-7-1973 al 18-7-1973	dal 19-7-1973 al 20-7-1973	dal 21-7-1973 al 31-7-1973
17.05		Zuccheri, sciroppi e melassi, aromatizzati o coloriti (compreso lo zucchero vanigliato, alla vaniglia o alla vaniglina), esclusi i succhi di frutta addizionati di zuccheri in qualsiasi proporzione:						
		B. glucosio e sciroppo di glucosio:						
	17.05-401	I. glucosio in polvere cristallina bianca, anche agglomerata	5.000,00	5.000,00	5.000,00	zero	zero	zero
	17.05-405	II. altri	3.437,50	3.437,50	3.437,50	zero	zero	zero
23.02		Crusche, stacciature ed altri residui della vagliatura, della molitura o di altre lavorazioni dei cereali e dei legumi:						
		A. di cereali:						
		I. di granturco o di riso:						
	23.02-111	a. aventi tenore di amido inferiore o uguale a 35%, in peso	377,50	377,50	377,50	377,50	377,50	377,50
		b. altri:						
	23.02-114	1. aventi tenore di amido superiore a 35 % e inferiore o uguale a 45 %, in peso, e che hanno subìto un processo di denaturazione (2)	604,38	604,38	604,38	604,38	604,38	604,38
	23.02-117	2. non nominati	1.208,75	1.208,75	1.208,75	1.208,75	1.208,75	1.208,75
		II. di altri cereali:						
	23.02-131	a aventi tenore di amido inferiore o uguale a 28 % e la cui proporzione di prodotto che passa attraverso un setaccio di larghezza di maglie pari a 0,2 mm non ecceda il 10 %, in peso, oppure, nel caso contrario, il cui prodotto passato attraverso il setaccio ha un tenore di ceneri, calcolato sulla materia secca, uguale o superiore a 1,5 %, in peso	302,50	302,50	302,50	302,50	302,50	302,50
	23.02-135	b. altri	1.208,75	1.208,75	1.208,75	1.208,75	1.208,75	1.208,75
23.03		Polpe di barbabietole, cascami di canne da zucchero esaurite ed altri cascami della fabbricazione dello zucchero; avanzi della fabbricazione della birra e della distillazione degli alcoli; avanzi della fabbricazione degli amidi ed altri avanzi e residui simili:						
		A. avanzi della fabbricazione degli amidi di granturco (escluse le acque di macerazione concentrate), aventi tenore di proteine, calcolato sulla sostanza secca:						
	23.03-110	I. superiore a 40 %, in peso .	9.375,00	9.375,00	9.375,00	zero	zero	zero

(1) L'ammontare del prelievo non può essere superiore all'ammontare derivante dall'applicazione del dazio del 6 % sul valore in dogana della merce.
(2) Sono ammessi in questa voce subordinatamente alle condizioni da stabilirsi dal Ministero delle finanze.

(12793)

REGIONE LIGURIA

Approvazione del piano di zona del comune di Cengio

Con decreto del presidente della giunta regionale n. 1738 in data 24 ottobre 1973, è stato approvato il piano delle aree da destinare all'edilizia economica e popolare previsto dalla legge 18 aprile 1962, n. 167, del comune di Cengio.

Copia del suddetto decreto e degli atti allegati sarà depositata nella segreteria del comune a libera visione del pubblico.

Dell'eseguito deposito verrà data notizia ai proprietari interessati nella forma delle citazioni ai sensi dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167, e successive modificazioni.

(13134)

PREFETTURA DI TRIESTE

Restituzione di cognomi nella forma originaria

IL PREFETTO

Visto il decreto prefettizio n. 11419/393/29/V del 5 novembre 1929, con il quale il cognome del sig. Benedetto Kralj, nato a Trieste l'8 aprile 1884, venne ridotto in forma italiana di « Carli » a norma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, con estensione alla moglie Giustina Hrovatin ed ai figli Gisella, Carmela, Maria, Luigia, Mirco e Vittorio;

Vista la domanda di data 24 ottobre 1973, corredata della prescritta documentazione, con la quale la figlia del predetto, sig.ra Carli Maria ved. Mozina, nata a Trieste il 13 ottobre 1915 e qui residente - Trebiciano 222, chiede la restituzione del cognome dalla forma italiana in quella originaria di « Kralj »;

Visti gli atti e ritenuto che l'istanza meriti accoglimento;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926;

Visto il regio decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il decreto prefettizio n. 11419/393/29/V del 5 novembre 1929 è revocato. Di conseguenza il cognome dell'istante, già ridotto in forma italiana di « Carli » è restituito nella forma originaria di « Kralj ».

Il sindaco di Trieste è tenuto a provvedere a tutti gli adempimenti di cui al decreto ministeriale 5 agosto 1926 sopra citato e alla notificazione del presente decreto all'interessata.

Trieste, addì 16 novembre 1973

Il prefetto: DI LORENZO

(13096)

IL PREFETTO

Visto il decreto prefettizio n. 11419/576/29/V del 6 dicembre 1929, con il quale il cognome del sig. Giuseppe Kralj, nato a Trieste il 28 febbraio 1891, venne ridotto in forma italiana di « Carli », a norma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, con estensione alla moglie Giuseppina Kralj ed ai figli Sofia, Giustina, Mario e Teodoro;

Vista la domanda di data 24 ottobre 1973, corredata della prescritta documentazione, con la quale il figlio del predetto, sig. Mario Carli, nato a Trieste il 19 agosto 1923 e qui residente - Trebiciano 179, chiede la restituzione dalla forma italiana in quella originaria di « Kralj »;

Visti gli atti e ritenuto che l'istanza meriti accoglimento;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926;

Visto il regio decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il decreto prefettizio n. 11419/576/29/V del 6 dicembre 1929 è revocato. Di conseguenza il cognome dell'istante, già ridotto in forma italiana di « Carli » è restituito nella forma originaria di « Kralj ».

La predetta restituzione si estende anche al cognome « Carli », acquisito dalla moglie dell'istante, sig.ra Eleonora Carli, nata a Trieste il 21 febbraio 1929, a seguito del matrimonio.

Uguale restituzione è disposta poi nei confronti dei figli:

1) Carli Boris, nato a Trieste il 16 gennaio 1955;
2) Carli Edvin, nato a Trieste il 20 settembre 1959.

Il sindaco di Trieste è tenuto a provvedere a tutti gli adempimenti di cui al decreto ministeriale 5 agosto 1926 sopra citato e alla notificazione del presente decreto all'interessato.

Trieste, addì 14 novembre 1973

Il prefetto: DI LORENZO

(13094)

IL PREFETTO

Visto il decreto prefettizio n. 11419/535/29/V del 26 novembre 1929, con il quale il cognome del sig. Giovanni Kralj, nato a Trieste il 12 maggio 1885, venne ridotto in forma italiana di « Carli », a norma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, con estensione alla moglie Gioseffa Kralj ed ai figli Giovanna, Rosa, Stanislao e Mario;

Vista la domanda di data 24 ottobre 1973, corredata della prescritta documentazione, con la quale il figlio del predetto, sig. Stanislao Carli, nato a Trieste il 29 aprile 1921 e qui residente - Trebiciano 6, chiede la restituzione del cognome dalla forma italiana in quella originaria di « Kralj »;

Visti gli atti e ritenuto che l'istanza meriti accoglimento;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926;

Visto il regio decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il decreto prefettizio n. 11419/535/29/V del 26 novembre 1929 è revocato. Di conseguenza il cognome dell'istante, già ridotto in forma italiana di « Carli » è restituito nella forma originaria di « Kralj ».

La predetta restituzione si estende anche al cognome « Carli », acquisito dalla moglie dell'istante, sig.ra Loredana Fabris, nata a Fiume il 30 gennaio 1936, a seguito del matrimonio.

Uguale restituzione è disposta poi nei confronti del figlio Igor Carli, nato a Trieste il 23 giugno 1959.

Il sindaco di Trieste è tenuto a provvedere a tutti gli adempimenti di cui al decreto ministeriale 5 agosto 1926 sopra citato e alla notificazione del presente decreto all'interessato.

Trieste, addì 15 novembre 1973

Il prefetto: DI LORENZO

(13095)

IL PREFETTO

Visto il decreto prefettizio n. 11419/380/29/V del 25 ottobre 1929, con il quale il cognome del sig. Francesco Kralj, nato a Trieste il 30 novembre 1872, venne ridotto in forma italiana di « Carli », a norma del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, con estensione alla moglie Maria Komar ed ai figli Maria, Valeria, Gisella, Vladimiro, Carlo, Rodolfo e Carmela;

Vista la domanda di data 24 ottobre 1973, corredata della prescritta documentazione, con la quale il figlio del predetto, sig. Rodolfo Carli, nato a Trieste il 23 dicembre 1918 e qui residente - Trebiciano 177, chiede la restituzione del cognome dalla forma italiana in quella originaria di « Kralj »;

Visti gli atti e ritenuto che l'istanza meriti accoglimento;

Visto il decreto ministeriale 5 agosto 1926;

Visto il regio decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il decreto prefettizio n. 11419/380/29/V del 25 ottobre 1929 è revocato. Di conseguenza il cognome dell'istante, già ridotto in forma italiana di « Carli » è restituito nella forma originaria di « Kralj ».

La predetta restituzione si estende anche al cognome « Carli », acquisito dalla moglie dell'istante, sig.ra Giovanna Ferluga, nata a Trieste il 25 ottobre 1920, a seguito del matrimonio.

Uguale restituzione è disposta poi nei confronti del figlio Bruno Carli, nato a Trieste il 15 luglio 1954.

Il sindaco di Trieste è tenuto a provvedere a tutti gli adempimenti di cui al decreto ministeriale 5 agosto 1926 sopra citato e alla notificazione del presente decreto all'interessato.

Trieste, addì 13 novembre 1973

Il prefetto: DI LORENZO

(13093)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso pubblico, per esami, a sette posti di ragioniere in prova nelle segreterie universitarie per le sedi della regione Piemonte.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente norme di esecuzione del testo unico sopra citato;

Veduta la legge 3 novembre 1961, n. 1255, e successive modificazioni ed integrazioni;

Veduta la legge 5 giugno 1965, n. 698;

Veduta la legge 3 giugno 1970, n. 380;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1079;

Veduto il decreto ministeriale 20 dicembre 1971, registrato alla Corte dei conti l'11 gennaio 1973, registro n. 1, foglio n. 6, con il quale è stato bandito un concorso riservato, per esami, a 105 posti di ragioniere in prova nel ruolo della carriera di concetto di ragioneria delle segreterie universitarie;

Veduto il decreto interministeriale 1° giugno 1971, relativo alla ristrutturazione dei ruoli organici del personale amministrativo delle segreterie universitarie in applicazione dell'art. 132 del citato decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, con il quale, tra l'altro, è stato istituito il ruolo organico della carriera di concetto di ragioneria delle segreterie universitarie, con una dotazione di 198 posti;

Considerata la necessità di utilizzare un'aliquota di detti posti per sopperire alle accertate esigenze di servizio delle segreterie dell'università e del Politecnico di Torino;

Dato atto che nell'emanazione del presente decreto si è tenuto conto dei benefici in materia di assunzioni riservati a particolari categorie di aventi diritto;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso pubblico, per esami, a sette posti di ragioniere in prova (parametro 160) nel ruolo del personale della carriera di concetto di ragioneria delle segreterie universitarie per le sedi della regione Piemonte.

Art. 2.

I posti messi a concorso sono ripartiti nel seguente modo:

	Numero dei posti
Università di Torino	5
Politecnico di Torino	2

Art. 3.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

A) diploma di ragioniere e perito commerciale, ovvero diploma di abilitazione tecnica (sezione commerciale e ragioneria), ovvero diploma di abilitazione tecnica rilasciato da istituti tecnici (sezione commerciale);

B) età non inferiore agli anni 18 e non superiore agli anni 32, salvo i casi di elevazione previsti dalle norme vigenti.

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti:

del personale civile di ruolo dello Stato;

dei sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica, cessati dal servizio a domanda ed anche di autorità, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220 e che non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili;

del personale militare di cui alla legge 26 marzo 1965, n. 229;

C) cittadinanza italiana (sono equiparati ai cittadini italiani gli italiani non appartenenti alla Repubblica);

D) godimento dei diritti politici;

E) buona condotta;

F) idoneità fisica all'impiego;

G) avere ottemperato alle leggi sul reclutamento militare.

Art. 4.

Non possono prendere parte al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione, ovvero siano stati dichiarati decaduti da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lettera *d*) del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

I requisiti prescritti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso.

La esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con motivato decreto ministeriale.

Art. 5.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 500, indirizzate al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale dell'istruzione universitaria - Divisione III, devono essere presentate o spedite direttamente alla predetta direzione generale entro il termine perentorio di trenta giorni, che decorre dal giorno successivo a quello della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Le domande di ammissione al concorso si considerano prodotte in tempo utile, anche se spedite a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine suindicato. A tal fine, fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

La firma dell'aspirante in calce alla domanda deve essere autenticata da una delle autorità indicate nell'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 23 del 27 gennaio 1968 (funzionario competente a ricevere la documentazione, notaio, cancelliere, segretario comunale o altro funzionario incaricato dal sindaco).

Per i dipendenti statali e per coloro che prestano servizio militare in luogo della predetta autenticazione, è sufficiente il visto del capo dell'ufficio o del reparto militare presso il quale prestano servizio.

Nella domanda, di cui si allega schema, i candidati debbono dichiarare:

1) la data e il luogo di nascita, nonchè, nel caso abbiano superato il 32° anno di età, il titolo che legittima la elevazione del limite massimo di età o che consente di prescindere da tale limite;

2) di essere in possesso della cittadinanza italiana;

3) il comune nelle cui liste elettorali sono inscritti, ovvero i motivi della mancata iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

4) le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti a loro carico;

5) il titolo di studio posseduto, con l'indicazione dell'anno e dell'istituto presso il quale è stato conseguito;

6) la posizione rivestita per quanto concerne gli obblighi militari;

7) gli eventuali servizi prestati presso pubbliche amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di impiego pubblico;

8) di essere disposti, in caso di nomina a raggiungere la sede di Torino.

Dalle domande deve risultare, altresì, il recapito cui indirizzare le eventuali comunicazioni.

Art. 6.

Non si terrà conto delle domande presentate o spedite a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento oltre il termine stabilito dal precedente art. 5. Del pari non si terrà conto delle domande che non contengono le indicazioni precisate nel precedente art. 5, circa il possesso dei requisiti per l'ammissione al concorso e riportate nello schema allegato al presente bando.

Art. 7.

Gli esami consistono in due prove scritte e in un colloquio e si effettuano in base al seguente programma:

1ª *prova scritta*:

Diritto privato (civile e commerciale) o diritto pubblico (amministrativo e costituzionale).

2ª *prova scritta*:

Ragioneria e contabilità generale dello Stato.

Colloquio:

a) le materie delle prove scritte;

b) nozioni di economia politica;

c) nozioni di scienza delle finanze;

d) legislazione universitaria (con particolare riferimento ai servizi di ragioneria).

Art. 8.

Le prove scritte e il colloquio si svolgeranno in Torino. Con successivo decreto che verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* saranno indicati i locali, i giorni e l'ora in cui si svolgeranno le prove scritte. Tale decreto sarà altresì pubblicato all'albo del Ministero della pubblica istruzione e delle università e degli istituti di istruzione universitaria. I candidati, ai quali non sia stata comunicata l'esclusione dal concorso, sono tenuti a presentarsi, senza alcun preavviso, nei locali, nei giorni e nell'ora indicati nel decreto suddetto per sostenere le prove scritte. I candidati sono ammessi con riserva al concorso. L'amministrazione può disporre in ogni momento, con decreto motivato del Ministro, l'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti.

Al colloquio sono ammessi i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei in ciascuna di esse. Ai candidati che conseguono l'ammissione al colloquio ne viene data comunicazione con le modalità ed entro i termini stabiliti dal terzo comma dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Il colloquio non si intende superato se il candidato non ottenga almeno una votazione di sei decimi.

Art. 9.

Per essere ammessi a sostenere le prove di esame, i candidati dovranno essere muniti, ad esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente, applicata su carta da bollo, con la firma dell'aspirante, autenticata dal sindaco o da un notaio;

b) tessera ferroviaria personale, se il candidato è dipendente statale;

c) tessera postale o porto d'armi o patente automobilistica o passaporto o carta d'identità.

Art. 10.

Le sedute della commissione, durante lo svolgimento del colloquio, sono pubbliche.

Al termine di ogni seduta la commissione esaminatrice forma l'elenco dei candidati esaminati, con l'indicazione del voto da ciascuno riportato. L'elenco, sottoscritto dal presidente e dal segretario, è affisso all'albo della sede di esame.

Art. 11.

I candidati che abbiano superato il colloquio ed intendano far valere i titoli di precedenza o di preferenza alla nomina in quanto appartengono ad una delle categorie previste dall'articolo 5, comma quarto, del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 (quale risulta integrato dall'articolo 11 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539, dall'art. 2 della legge 14 ottobre 1966, n. 851, e dalla legge 2 aprile 1968, n. 482) sono tenuti ad esibire i relativi documenti, in originale o copia autenticata purchè in regola con le vigenti disposizioni fiscali.

Il termine per la presentazione dei suddetti documenti ai fini della precedenza o preferenza, è di venti giorni, che decorre dal giorno successivo a quello in cui i singoli concorrenti hanno sostenuto il colloquio.

I documenti si considerano prodotti in tempo utile, anche se spediti a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento, entro il termine suindicato. A tal fine, fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

I suddetti documenti dovranno essere inviati al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale dell'istruzione universitaria - Divisione III.

I candidati possono avvalersi dei titoli stessi anche se ne siano venuti in possesso dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, purchè siano presentati con le modalità ed entro il termine precedentemente stabiliti.

Il periodo stabilito per la presentazione dei documenti è prorogato a tre mesi, limitatamente ai rimpatriati dalla Libia. Gli interessati però sono invitati ad inviare entro il termine di cui al precedente secondo comma al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale dell'istruzione universitaria - Divisione III, una dichiarazione attestante il possesso di tale requisito e riservandosi di inviare il documento giustificativo entro il termine di tre mesi, che decorre dal giorno successivo a quello in cui hanno superato il colloquio.

Art. 12.

Espletate le prove del concorso, la commissione forma la graduatoria generale di merito, secondo l'ordine decrescente della votazione complessiva, costituita dalla somma dei voti riportati nelle prove scritte e nel colloquio.

Con decreto ministeriale, tenuto conto delle norme che danno titolo alla preferenza o riserva dei posti a favore di particolari categorie di cittadini, sarà approvata la graduatoria di merito e dichiarati i vincitori e gli idonei del concorso, sotto condizione sospensiva dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

Qualora fra i concorrenti ve ne siano alcuni che appartengano a più categorie che danno titolo a differenti riserve dei posti, si tiene conto prima del titolo che dà diritto ad una maggiore riserva.

La graduatoria generale di merito, quella dei vincitori e degli idonei del concorso, saranno pubblicate nel « Bollettino Ufficiale » del Ministero della pubblica istruzione.

Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dal giorno successivo a quello della pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, decorre il termine per eventuali impugnative.

Art. 13.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria ai fini dell'accertamento, nei loro confronti, dei requisiti per l'ammissione all'impiego, saranno invitati, pena la decadenza dalla nomina, a presentare al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale dell'istruzione universitaria - Divisione III, entro il termine perentorio di trenta giorni, che decorre dal giorno successivo a quello in cui hanno ricevuto l'invito, i sottoelencati documenti di rito.

Tali documenti redatti in carta da bollo si considerano prodotti in tempo utile anche se spediti a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine suindicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante:

a) diploma originale, o certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma, ovvero copia del diploma stesso in bollo autenticata nei modi di cui all'art. 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15, da cui risulti il possesso del titolo di studio prescritto dall'art. 3, lettera *A*) del presente bando di concorso;

b) estratto dell'atto di nascita (non è ammesso il certificato).

I concorrenti, che hanno superato il 32° anno di età debbono produrre altresì i documenti atti a comprovare il diritto alla protrazione del limite massimo di età o alla esenzione dal rispetto del limite stesso;

c) certificato di cittadinanza italiana;

d) certificato attestante che il candidato è in godimento dei diritti politici, ovvero, che non è incorso in alcuna delle cause che, ai termini delle vigenti disposizioni, ne impediscano il possesso;

e) certificato generale del casellario giudiziale;

f) documento aggiornato a data recente relativo agli obblighi militari, cioè, a seconda dei casi, copia o estratto dello stato di servizio militare o del foglio matricolare militare, ovvero certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva;

g) certificato rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del comune di residenza dal quale risulti che il candidato è fisicamente idoneo al servizio continuativo e incondizionato nell'impiego al quale concorre.

I candidati invalidi di guerra ed assimilati debbono produrre, ai sensi dell'art. 19, secondo comma, della legge 2 aprile 1968, n. 482, una dichiarazione legalizzata di un ufficiale sanitario comprovante che l'invalido, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non può riuscire di pregiudizio alla salute ed incolumità dei compagni di lavoro.

Nel suddetto certificato, come nella dichiarazione, dovrà essere precisato che si è eseguito l'accertamento sierologico del sangue, ai sensi dell'art. 7 della legge 24 luglio 1956, n. 837.

L'amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso.

I candidati che siano dipendenti statali di ruolo sono tenuti a presentare o spedire a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento nel termine di cui al primo comma del presente articolo i documenti di cui alle lettere *a*) e *g*), nonchè una copia integrale dello stato matricolare.

Art. 14.

I documenti di cui alle lettere *c*), *d*), *e*), *g*), del precedente articolo, come pure la copia dello stato matricolare debbono essere di data non anteriore di oltre tre mesi a quella del ricevimento dell'invito a produrli.

I certificati di cui alle lettere *c*) e *d*) dovranno attestare, altresì, che gli interessati erano in possesso della cittadinanza italiana e in godimento dei diritti politici anche alla data di scadenza del termine utile per produrre le domande di ammissione al concorso.

Le firme apposte sui documenti che i candidati sono tenuti a presentare non sono soggette a legalizzazione, all'infuori delle ipotesi previste dagli articoli 16 e 17 della legge 4 gennaio 1968, n. 15.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, purchè esibiscano il certificato di povertà, ovvero quando risulti dai documenti stessi la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

I profughi dai territori di confine hanno facoltà di fare riferimento a documenti già presentati ad altri uffici pubblici, o ad atti ivi esistenti dai quali risultino le posizioni giuridiche e di fatto da comprovare; in tale caso essi dovranno indicare, per tali documenti, l'autorità che li ha rilasciati e gli uffici presso cui sono depositati.

Art. 15.

Per quanto non previsto dal presente bando, valgono, semprechè applicabili, le disposizioni sullo svolgimento dei concorsi contenute nel testo unico 10 gennaio 1957, n. 3, nel decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686 e nel decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Art. 16.

I vincitori del concorso, che risultino in possesso di tutti i requisiti prescritti saranno nominati ragionieri in prova nel ruolo del personale di ragioneria della carriera di concetto delle segreterie universitarie, con diritto al trattamento economico iniziale previsto dal decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1079 ed assegnati alla segreteria dell'università o a quella del Politecnico di Torino.

Il periodo di prova ha la durata di sei mesi. Al termine i vincitori saranno nominati in ruolo, previo giudizio favorevole del consiglio di amministrazione.

In caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, sarà dichiarata la risoluzione del rapporto d'impiego, con diritto all'indennità prevista dalle disposizioni vigenti.

I vincitori non potranno ottenere il trasferimento nei primi cinque anni di servizio.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 agosto 1973

Il Ministro: MALFATTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 novembre 1973
Registro n. 88 Pubblica istruzione, foglio n. 274

ALLEGATO

Schema da seguire nella compilazione della domanda da inviarsi su carta bollata da L. 500

Al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale dell'istruzione universitaria - Divisione III - ROMA

Il sottoscritto . . . . . (le donne coniugate devono indicare, nell'ordine, il cognome del marito, il nome ed il cognome proprio) nato a . . . . . (provincia di . . . . . .) il . . . . . e residente in . . . . . (provincia di . . . . .), via . . . . . . n. . . . ., chiede di essere ammeso al concorso, per esami, a sette posti di ragioniere in prova nel ruolo della carriera di concetto di ragioneria delle segreterie universitarie per le sedi della regione Piemonte.

Fa presente di aver diritto all'aumento del limite massimo di età perchè (1) . . . .

Dichiara sotto la propria responsabilità che:

1) è cittadino italiano;

2) è iscritto nelle liste elettorali del comune di (2) . . . .;

3) non ha riportato condanne penali (3);

4) è in possesso del seguente titolo di studio . . . conseguito in data . . . . . presso . . . . . .;

5) per quanto riguarda gli obblighi militari, la sua posizione è la seguente . . . .;

6) ha prestato i seguenti servizi presso pubbliche amministrazioni . . . .;

7) non è stato destituito o dispensato dall'impiego presso una pubblica amministrazione, nè è stato dichiarato decaduto da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lettera *d*), del testo unico;

8) è disposto, in caso di nomina, a raggiungere la sede di Torino.

(Data) . . . . . .

(Firma) (4) . . . . . .

Recapito cui indirizzare le eventuali comunicazioni . . . .

Visto: si autentica la firma del sig. (4) . . . . . .

---

(1) Tale precisazione è nonchè richiesta solo ai candidati che abbiano superato il 32° anno di età.

(2) In caso di non iscrizione o di avvenuta cancellazione dalle liste elettorali, indicarne i motivi.

(3) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate (anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale) la data del provvedimento e l'autorità che lo ha emesso.

(4) La firma dell'aspirante deve essere autenticata da un notaio, dal segretario comunale, oppure da uno dei pubblici ufficiali di cui all'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15. Per i dipendenti statali e per coloro che prestano servizio militare è sufficiente il visto del capo dell'ufficio o del reparto militare presso il quale prestano servizio.

(13332)

Concorso pubblico, per esami, a trenta posti di coadiutore in prova nelle segreterie universitarie per le sedi della regione Piemonte.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, contenente norme di esecuzione del testo unico sopra citato;

Veduta la legge 3 novembre 1961, n. 1255 e successive modificazioni e integrazioni;

Veduta la legge 5 giugno 1965, n. 698;

Veduta la legge 3 giugno 1970, n. 380;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077;

Veduto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1079;

Veduto il decreto interministeriale 1° giugno 1971, relativo alla ristrutturazione dei ruoli organici del personale amministrativo delle segreterie universitarie;

Considerata la necessità di utilizzare un'aliquota dei posti disponibili nella qualifica di coadiutore per sopperire alle accertate esigenze di servizio delle segreterie universitarie della regione Piemonte;

Veduto il decreto ministeriale 16 giugno 1973, con il quale è stato bandito un concorso riservato, per titoli, a 1250 posti di coadiutore in prova nelle segreterie universitarie;

Dato atto che nell'emanazione del presente decreto si è tenuto conto dei benefici in materia di assunzioni riservati a particolari categorie di aventi diritto;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso pubblico, per esami, a trenta posti di coadiutore in prova nel ruolo del personale amministrativo della carriera esecutiva delle segreterie universitarie per le sedi della regione Piemonte.

Art. 2.

I posti messi a concorso sono ripartiti nel seguente modo:

	Numero dei posti
Università di Torino	20
Politecnico di Torino	10

Art. 3.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il possesso dei seguenti requisiti:

A) diploma di istituto di istruzione secondaria di 1° grado;

B) età non inferiore agli anni 18 e non superiore agli anni 32, salvo i casi di elevazione previsti dalle norme vigenti.

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti:

del personale civile di ruolo dello Stato;

dei sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica, cessati dal servizio a domanda ed anche di autorità, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220 e che non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili;

del personale militare di cui alla legge 26 marzo 1965, n. 229;

C) cittadinanza italiana (sono equiparati ai cittadini italiani gli italiani non appartenenti alla Repubblica);

D) godimento dei diritti politici;

E) buona condotta;

F) idoneità fisica all'impiego;

G) avere ottemperato alle leggi sul reclutamento militare.

Art. 4.

Non possono prendere parte al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica amministrazione, ovvero siano stati dichiarati decaduti da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lettera *d*) del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

I requisiti prescritti debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione al concorso.

La esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con motivato decreto ministeriale.

Art. 5.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 500, indirizzate al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione universitaria - Divisione III, devono essere presentate o spedite direttamente alla predetta direzione generale entro il termine perentorio di trenta giorni, che decorre dal giorno successivo a quello della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Le domande di ammissione al concorso si considerano prodotte in tempo utile, anche se spedite a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine suindicato. A tal fine, fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

La firma dell'aspirante in calce alla domanda deve essere autenticata da una delle autorità indicate nell'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 23 del 27 gennaio 1968 (funzionario competente a ricevere la documentazione, notaio, cancelliere, segretario comunale o altro funzionario incaricato dal sindaco).

Per i dipendenti statali e per coloro che prestano servizio militare, in luogo della predetta autenticazione, è sufficiente il visto del capo dell'ufficio o del reparto militare presso il quale prestano servizio.

Nella domanda, di cui si allega schema, i candidati debbono dichiarare:

1) la data e il luogo di nascita, nonchè, nel caso abbiano superato il 32° anno di età, il titolo che legittima la elevazione del limite massimo di età o che consente di prescindere da tale limite;

2) di essere in possesso della cittadinanza italiana;

3) il comune nelle cui liste elettorali sono iscritti, ovvero i motivi della mancata iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

4) le eventuali condanne penali riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti a loro carico;

5) il titolo di studio posseduto, con l'indicazione dell'anno e dell'istituto presso il quale è stato conseguito;

6) la posizione rivestita per quanto concerne gli obblighi militari;

7) gli eventuali servizi prestati presso pubbliche amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di impiego pubblico;

8) di essere disposti, in caso di nomina, a raggiungere la sede di Torino.

Dalle domande deve risultare, altresì, il recapito cui indirizzare le eventuali comunicazioni.

Art. 6.

Non si terrà conto delle domande presentate o spedite a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento oltre il termine stabilito dal precedente art. 5. Del pari non si terrà conto delle domande che non contengano le indicazioni precisate nel precedente art. 5, circa il possesso dei requisiti per l'ammissione al concorso e riportate nello schema allegato al presente bando.

Art. 7.

L'esame consta di una prova scritta, di una prova pratica di dattilografia e di un colloquio.

Art. 8.

La prova scritta consiste nello svolgimento di un tema di composizione italiana con il quale i candidati debbono dimostrare una conoscenza della lingua italiana adeguata alle mansioni dell'impiego cui aspirano.

Art. 9.

La prova pratica di dattilografia consiste in un saggio di copiatura con velocità libera. La durata della prova è di 15 minuti. I candidati che terminano la copiatura del brano loro assegnato in un tempo minore possono, per dare dimostrazione della velocità di cui sono capaci, ricopiare l'intero brano una o più volte, o soltanto una parte di esso, fino allo scadere del tempo innanzi stabilito.

Non è permesso il cambiamento di foglio, nè l'uso della gomma. Le eventuali correzioni debbono essere eseguite con i soli mezzi apprestati dalla macchina.

Immediatamente prima dello svolgimento del saggio la commissione presceglie uno scritto a carattere di stampa di argomento giuridico o contabile, della lunghezza non inferiore a 20 righe, che viene distribuito a ciascun candidato in busta chiusa, da aprirsi soltanto dopo che il presidente abbia dichiarato iniziata la prova.

Nella valutazione della prova la commissione tiene conto della precisione e della velocità dimostrate dal candidato.

Art. 10.

Ove per il numero dei candidati non si renda possibile lo svolgimento della prova pratica contemporaneamente per tutti, è in facoltà dell'amministrazione di distribuire, mediante sorteggio, i candidati in gruppi e di chiamare, mediante sorteggio, ogni gruppo in giorni separati o in diverse ore dello stesso giorno, ad eseguire la prova stessa.

Nel caso in cui l'amministrazione si avvalga di tale facoltà saranno prescelti dalla commissione, per la prova, brani diversi per ogni gruppo, ma aventi tra loro caratteristiche analoghe quanto a lunghezza e a difficoltà di riproduzione.

Art. 11.

Il colloquio si svolgerà su:

1) diritti e doveri dell'impiegato;

2) nozioni generali sull'ordinamento costituzionale ed amministrativo dello Stato;

3) nozioni generali sui servizi e sull'ordinamento della pubblica istruzione, con particolare riferimento ai servizi delle segreterie universitarie.

Art. 12.

La prova scritta, la prova pratica e il colloquio si svolgeranno in Torino.

Con successivo decreto che verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* saranno indicati i locali, i giorni e l'ora in cui si svolgerà la prova scritta e la prova pratica di dattilografia.

Tale decreto sarà, altresì, pubblicato all'albo del Ministero della pubblica istruzione, delle università e degli istituti di istruzione universitaria. I candidati, ai quali non sia stata comunicata l'esclusione dal concorso, sono tenuti a presentarsi, senza alcun preavviso, nei locali, nei giorni e nell'ora indicati nel decreto suddetto per sostenere la prova scritta e la prova pratica di dattilografia.

I candidati sono ammessi con riserva al concorso. L'amministrazione può disporre in ogni momento, con decreto motivato del Ministro, l'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti.

Al colloquio sono ammessi i candidati che abbiano riportato almeno una votazione di sette decimi nella prova scritta e di sei decimi nella prova pratica di dattilografia. Ai candidati che conseguono l'ammissione al colloquio ne viene data comunicazione con le modalità ed entro i termini stabiliti dal terzo comma dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3. Il colloquio non si intende superato se il candidato non ottenga almeno una votazione di sei decimi.

Per essere ammessi a sostenere le prove di esame, i candidati dovranno essere muniti, ad esclusione di altri, di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente, applicata su carta da bollo, con la firma dell'aspirante autenticata dal sindaco o da un notaio;

b) tessera ferroviaria personale, se il candidato è dipendente statale;

c) tessera postale o porto d'armi o patente automobilistica o passaporto o carta d'identità.

Art. 13.

Le sedute della commissione, durante lo svolgimento del colloquio, sono pubbliche.

Al termine di ogni seduta la commissione esaminatrice forma l'elenco dei candidati esaminati, con l'indicazione del voto da ciascuno riportato. L'elenco, sottoscritto dal presidente e dal segretario, è affisso all'albo della sede di esame.

Art. 14.

I candidati che abbiano superato il colloquio ed intendano far valere i titoli di precedenza o di preferenza alla nomina in quanto appartengono ad una delle categorie previste dall'art. 5, comma quarto, del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 (quale risulta integrato dall'art. 11 della legge 5 ottobre 1962, n. 1539, dall'art. 2 della legge 14 ottobre 1966, n. 851, e dalla legge 2 aprile 1968, n. 482) sono tenuti ad esibire i relativi documenti, in originale o copia autenticata purchè in regola con le vigenti disposizioni fiscali.

Il termine per la presentazione dei suddetti documenti, ai fini della precedenza o preferenza, è di venti giorni, che decorre dal giorno successivo a quello in cui i singoli concorrenti hanno sostenuto il colloquio.

I documenti si considerano prodotti in tempo utile, anche se spediti a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento, entro il termine suindicato. A tal fine, fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

I suddetti documenti dovranno essere inviati al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione universitaria - Divisione III.

I candidati possono avvalersi dei titoli stessi anche se ne siano venuti in possesso dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, purchè siano presentati con le modalità ed entro il termine precedentemente stabilito.

Il periodo stabilito per la presentazione dei documenti è prorogato a tre mesi, limitatamente ai rimpatriati dalla Libia. Gli interessati però sono invitati ad inviare entro il termine di cui al precedente secondo comma al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione universitaria - Divisione III, una dichiarazione attestante il possesso di tale requisito e riservandosi di inviare il documento giustificativo entro il termine di tre mesi, che decorre dal giorno successivo a quello in cui hanno superato il colloquio.

Art. 15.

Espletate le prove del concorso, la commissione forma la graduatoria generale di merito, secondo l'ordine decrescente della votazione complessiva, costituita dalla somma dei voti riportati nella prova scritta, nella prova pratica di dattilografia e nel colloquio.

Con decreto ministeriale, tenuto conto delle norme che danno titolo alla preferenza o riserva dei posti a favore di particolari categorie di cittadini, sarà approvata la graduatoria di merito e dichiarati i vincitori e gli idonei del concorso, sotto condizione sospensiva dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

Qualora fra i concorrenti ve ne siano alcuni che appartengono a più categorie che danno titolo a differenti riserve di posti, si tiene conto prima del titolo che dà diritto ad una maggiore riserva.

La graduatoria generale di merito, quella dei vincitori e degli idonei del concorso, saranno pubblicate nel « Bollettino Ufficiale » del Ministero della pubblica istruzione.

Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dal giorno successivo a quello della pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, decorre il termine per eventuali impugnative.

Art. 16.

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria ai fini dell'accertamento, nei loro confronti, dei requisiti per l'ammissione all'impiego, saranno invitati, pena la decadenza dalla nomina, a presentare al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione universitaria - Divisione III, entro il termine perentorio di trenta giorni, che decorre dal giorno successivo a quello in cui hanno ricevuto l'invito, i sottoelencati documenti di rito.

Tali documenti redatti in carta da bollo si considerano prodotti in tempo utile anche se spediti a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine suindicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante:

a) diploma originale, o certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma, ovvero copia del diploma stesso in bollo autenticata nei modi di cui all'art. 14 della legge 4 gennaio 1968, n. 15, da cui risulti il possesso del titolo di studio prescritto dall'art. 3, lettera *A*) del presente bando di concorso;

b) estratto dell'atto di nascita (non è ammesso il certificato).

I concorrenti che hanno superato il 32° anno di età debbono produrre altresì i documenti atti a comprovare il diritto alla protrazione del limite massimo di età o alla esenzione dal rispetto del limite stesso;

c) certificato di cittadinanza italiana;

d) certificato attestante che il candidato è in godimento dei diritti politici, ovvero, che non è incorso in alcuna delle cause che, ai termini delle vigenti disposizioni, ne impediscano il possesso;

e) certificato generale del casellario giudiziale;

f) documento aggiornato a data recente relativo agli obblighi militari, cioè, a seconda dei casi, copia o estratto dello stato di servizio militare o del foglio matricolare militare, ovvero certificato di esito di leva o di iscrizione nelle liste di leva;

g) certificato rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del comune di residenza dal quale risulti che il candidato è fisicamente idoneo al servizio continuativo e incondizionato nell'impiego al quale concorre.

I candidati invalidi di guerra ed assimilati debbono produrre, ai sensi dell'art. 19, secondo comma, della legge 2 aprile 1968, n. 482, una dichiarazione legalizzata di un ufficiale sanitario comprovante che l'invalido, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non può riuscire di pregiudizio alla salute ed incolumità dei compagni di lavoro.

Nel suddetto certificato, come nella dichiarazione, dovrà essere precisato che si è eseguito l'accertamento sierologico del sangue, ai sensi dell'art. 7 della legge 24 luglio 1956, n. 837.

L'amministrazione ha facoltà di sottoporre a visita medica di controllo i vincitori del concorso.

I candidati che siano dipendenti statali di ruolo sono tenuti a presentare o spedire a mezzo di raccomandata con avviso di ricevimento nel termine di cui al primo comma del presente articolo i documenti di cui alle lettere *a*) e *g*), nonchè una copia integrale dello stato matricolare.

Art. 17.

I documenti di cui alle lettehe *c*), *d*), *e*), *g*), del precedente articolo, come pure la copia dello stato matricolare debbono essere di data non anteriore di oltre tre mesi a quella del ricevimento dell'invito a produrli.

I certificati di cui alle lettere *c*) e *d*) dovranno attestare, altresì, che gli interessati erano in possesso della cittadinanza italiana e in godimento dei diritti politici anche alla data di scadenza del termine utile per produrre le domande di ammissione al concorso.

Le firme apposte sui documenti che i candidati sono tenuti a presentare non sono soggette a legalizzazione, all'infuori delle ipotesi previste dagli articoli 16 e 17 della legge 4 gennaio 1968, n. 15.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della tabella allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, purchè esibiscano il certificato di povertà, ovvero quando risulti dai documenti stessi la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato dell'autorità di pubblica sicurezza.

I profughi dai territori di confine hanno facoltà di fare riferimento a documenti già presentati ad altri uffici pubblici, o ad atti ivi esistenti dai quali risultino le posizioni giuridiche e di fatto da comprovare; in tale caso essi dovranno indicare, per tali documenti, l'autorità che li ha rilasciati e gli uffici presso cui sono depositati.

Art. 18.

Per quanto non previsto dal presente bando, valgono, semprechè applicabili, le disposizioni sullo svolgimento dei concorsi contenute nel testo unico 10 gennaio 1957, n. 3, nel decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686 e nelle successive norme di integrazione e modificazione, e nel decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077.

Art. 19.

I vincitori del concorso, che risultino in possesso di tutti i requisiti prescritti, saranno nominati coadiutori in prova nel ruolo del personale amministrativo della carriera esecutiva delle segreterie universitarie, con diritto al trattamento economico iniziale previsto dal decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1079 ed assegnati ad una delle sedi del Piemonte (Università o Politecnico di Torino).

Il periodo di prova ha la durata di sei mesi. Al termine i vincitori saranno nominati in ruolo, previo giudizio favorevole del consiglio di amministrazione.

In caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, sarà dichiarata la risoluzione del rapporto di impiego, con diritto all'indennità prevista dalle disposizioni vigenti.

I vincitori non potranno ottenere il trasferimento nei primi cinque anni di servizio.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 10 agosto 1973

Il Ministro: MALFATTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 novembre 1973
Registro n. 88 *Pubblica istruzione, foglio n.* 273

ALLEGATO

Schema da seguire nella compilazione della domanda da inviarsi su carta bollata da L. 500

Al Ministero della pubblica istruzione - Direzione generale istruzione universitaria - Divisione III - ROMA

Il sottoscritto . . . . . . (le donne coniugate devono indicare, nell'ordine, il cognome del marito, il nome ed il cognome proprio), nato a . . . . . . (provincia di . . . . . .) il . . . . . ., e residente in . . . . . . (provincia di . . . . . .), via . . . . . . n. . . ., chiede di essere ammesso al concorso, per esami, a trenta posti di coadiutore in prova nel ruolo del personale amministrativo della carriera esecutiva delle segreterie universitarie per le sedi della regione.

Fa presente di avere diritto all'aumento del limite massimo di età perchè (1) . . . .

Dichiara sotto la propria responsabilità che:

1) è cittadino italiano;

2) è iscritto nelle liste elettorali del comune di (2) . . . .;

3) non ha riportato condanne penali (3);

4) è in possesso del seguente titolo di studio . . . . conseguito in data . . . . presso . . . . .;

5) per quanto riguarda gli obblighi militari, la sua posizione è la seguente . . . .;

6) ha prestato i seguenti servizi presso pubbliche amministrazioni . . . .;

7) non è stato destituito o dispensato dall'impiego presso una pubblica amministrazione, nè è stato dichiarato decaduto da altro impiego statale ai sensi dell'art. 127, lettera *d*), del testo unico;

8) è disposto, in caso di nomina, a raggiungere la sede di Torino.

(Data) . . . . .

(Firma) (4) . . . . .

Recapito cui indirizzare le eventuali comunicazioni . . . .

Visto: si autentica la firma del sig. (4) . . . . . .

(1) Tale precisazione è richiesta solo ai candidati che abbiano superato il 32° anno di età.

(2) In caso di non iscrizione o di avvenuta cancellazione dalle liste elettorali, indicarne i motivi.

(3) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate (anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale), la data del provvedimento e l'autorità che lo ha emesso.

(4) La firma dell'aspirante deve essere autenticata da un notaio, dal segretario comunale, oppure da uno dei pubblici ufficiali di cui all'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15. Per i dipendenti statali e per coloro che prestano servizio militare è sufficiente il visto del capo dell'ufficio o del reparto presso il quale prestano servizio.

(13334)

MINISTERO DELLA SANITÀ

Commissione esaminatrice dell'esame regionale di idoneità ad aiuto di chirurgia vascolare, sessione anno 1971-72

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il proprio decreto in data 22 ottobre 1971, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 303 del 1° dicembre 1971, con cui sono stati banditi gli esami di idoneità per l'anno 1971-72, per il personale sanitario ospedaliero;

Visto l'art. 6 del decreto stesso;

Visto il proprio decreto in data 12 aprile 1972, modificato con decreto ministeriale 3 luglio 1972, con cui è stato approvato l'elenco dei professori universitari di ruolo e fuori ruolo della facoltà di medicina e chirurgia;

Visto il proprio decreto in data 28 aprile 1972, modificato con decreti ministeriali 31 luglio, 9 e 11 settembre 1972, con cui è stato approvato l'elenco dei primari ospedalieri di ruolo;

Visto il proprio decreto in data 23 settembre 1971, concernente la costituzione della commissione prevista dall'art. 68 del decreto del Presidente della Repubblica n. 130 del 27 mar-

zo 1969, per procedere al sorteggio dei nominativi dei componenti le commissioni esaminatrici degli esami di idoneità nazionali e regionali del personale medico presso gli enti ospedalieri;

Visto il verbale della commissione di cui al paragrafo quinto del presente decreto in data 12 settembre 1972 relativo all'estrazione a sorte degli elenchi di cui sopra dei nominativi dei componenti la commissione suddetta;

Vista la legge 12 febbraio 1968, n. 132;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130, concernente lo stato giuridico dei dipendenti degli enti ospedalieri;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Decreta:

Art. 1.

La commissione esaminatrice dell'esame regionale di idoneità ad aiuto di chirurgia vascolare, sessione anno 1971-72, è costituita come segue:

Presidente:

Prozzo dott. Ennio, medico provinciale capo, sede.

Componenti:

D'Addato prof. Massimo, n. 2, Istituto chirurgia vascolare dell'Università di Bologna;

Ursini prof. Mario, n. 20, primario degli ospedali riuniti per bambini di Napoli;

Giani prof. Enrico, n. 8, primario degli ospedali riuniti di Salerno;

Scirè prof. Filippo, n. 19, primario dell'ospedale civico e Benefratelli di Palermo.

Segretario:

Michilli dott. Mario Rosario, consigliere, sede.

Art. 2.

L'esame regionale di idoneità ad aiuto di chirurgia vascolare, sessione anno 1971-72 si svolgerà a Roma il giorno 9 giugno 1973 nel luogo che sarà comunicato ai candidati nella lettera di convocazione.

Art. 3.

Al presidente, ai componenti, al segretario ed al personale di sorveglianza sarà corrisposto il trattamento previsto per i concorsi di Amministrazione dello Stato, richiamato dall'art. 11 del decreto del Presidente della Repubblica 27 marzo 1969, n. 130. E' autorizzato l'uso dei mezzi aerei. Ai componenti residenti in sede diversa da quella sopraindicata, sarà corrisposto il trattamento economico di missione.

La spesa presuntiva di L. 500.000 (cinquecentomila) per i compensi di cui sopra e per l'indennità di missione al personale estraneo a questa amministrazione, graverà sul cap. 1130 del bilancio del Ministero della sanità relativo all'anno finanziario in corso.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 18 aprile 1973

Il Ministro: GASPARI

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 ottobre 1973
Registro n. 7, foglio n. 267

(12737)

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELL'AVIAZIONE CIVILE

AZIENDA AUTONOMA DELLE FERROVIE DELLO STATO

Sottocommissione esaminatrice del compartimento di Torino per l'espletamento del pubblico concorso, per esami e per titoli, a ottantadue posti di operaio qualificato in prova.

IL DIRETTORE GENERALE

Visto lo stato giuridico del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, approvato con legge 26 marzo 1958, n. 425, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, contenente norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle ferrovie dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 26 dicembre 1972, n. 15971, con il quale è stato indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli, a complessivi ottantadue posti di operaio qualificato in prova per le esigenze dei compartimenti di Torino e Milano;

Vista la propria deliberazione n. 163/P.2.1.3. in data 18 luglio 1973, relativa alla nomina della commissione esaminatrice centrale per il cennato concorso;

Delibera:

La sottocommissione esaminatrice per l'espletamento del pubblico concorso citato nelle premesse per il compartimento di Torino è composta come segue:

Membri:

Morleschi dott. ing. Massimo, ispettore p.le;
Toscano Emilio, capo tecnico sovrintendente;
Zabert per. ind. Luigi, capo tecnico sovrintendente;
Betta Remo, capo tecnico superiore;
Ugliono Ferruccio, capo tecnico superiore.

Segretario:

Borra Giovanna, segretario.

Roma, addì 8 novembre 1973

p. *Il direttore generale*: PANICELLI

(12947)

Sottocommissione esaminatrice del compartimento di Milano per l'espletamento del pubblico concorso, per esami e per titoli, a ottantadue posti di operaio qualificato in prova.

IL DIRETTORE GENERALE

Visto lo stato giuridico del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, approvato con legge 26 marzo 1958, n. 425, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, contenente norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle ferrovie dello Stato, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 26 dicembre 1972, n. 15971, con il quale è stato indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli, a complessivi ottantadue posti di operaio qualificato in prova per le esigenze dei compartimenti di Torino e Milano;

Vista la propria deliberazione n. 163/P.2.1.3. in data 18 luglio 1973, relativa alla nomina della commissione esaminatrice centrale per il cennato concorso;

Delibera:

La sottocommissione esaminatrice per l'espletamento del pubblico concorso citato nelle premesse per il compartimento di Milano è composta come segue:

Membri:

Della Selva dott. ing. Andrea, ispettore p.le;
Aulenta per. ind. Giorgio, capo tecnico sovrintendente;
Gaggiani Virginio, capo tecnico superiore;
Buratti Francesco, capo tecnico superiore;
Cabano geom. Sirio, capo tecnico superiore.

Segretario:

Pettenazza Dario, segretario.

Roma, addì 2 novembre 1973

p. *Il direttore generale*: MAYER

(12948)

REGIONE PIEMONTE

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Asti

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto il proprio decreto n. 926 in data 28 giugno 1973, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati risultati idonei nel concorso a posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Asti e il proprio decreto n. 927 in pari data con il quale è stato dichiarato vincitore della condotta veterinaria di Vesime-Cessole-S. Giorgio Scarampi-Roccaverano-Loazzolo-Olmo Gentile il dott. Ernesto Graziano;

Atteso che il predetto sanitario ha comunicato di rinunciare alla nomina di cui sopra;

Atteso che il candidato seguente immediatamente in graduatoria dott. Tizzani Lorenzo ha elencato detta sede nell'ordine di preferenza riportato contestualmente alla domanda di partecipazione al concorso;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 285 e legge 13 marzo 1958, n. 296, il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211 e il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Decreta:

Art. 1.

Il dott. Tizzani Lorenzo è nominato vincitore della condotta veterinaria di Vesime-Cessole-S. Giorgio Scarampi-Roccaverano-Loazzolo-Olmo Gentile in sostituzione del dott. Ernesto Graziano, rinunciatario.

Art 2.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel «Bollettino Ufficiale» della regione Piemonte, nel Foglio annunzi legali della provincia di Asti nonché pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo ufficio, della prefettura di Asti e dei comuni interessati.

p. Il presidente
Il veterinario provinciale: REGIS

(12951)

Sostituzione del presidente e del segretario della commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Alessandria.

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto il proprio decreto n. 736/1973 in data 30 maggio 1973, con il quale è stata nominata la commissione giudicatrice del concorso, per titoli ed esami, ai posti di ufficiale sanitario dei comuni di Alessandria e Novi Ligure;

Visto il telegramma n. 400.1/1.2.C.2 del 26 ottobre 1973, con il quale il Ministero della sanità, designa l'ispettore generale dottor Salvatore Carruba e il direttore di sezione dott. Mirella Cipolletta rispettivamente quali presidente e segretario della predetta commissione in sostituzione del dott. Luigi Rellecati e del dott. Giuseppe Patti, dimissionari;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modificazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Decreta:

Il proprio decreto n. 736/1973 del 30 maggio 1973, è modificato nel senso che il dott. Salvatore Carruba, ispettore generale del Ministero della sanità, e la dott.ssa Mirella Cipolletta, direttore di sezione del predetto Ministero, sono nominati rispettivamente presidente e segretario della commissione di cui in premessa in sostituzione del dott. Luigi Rellecati e del dott. Giuseppe Patti, dimissionari.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, nel «Bollettino Ufficiale» della regione Piemonte, nel Foglio annunzi legali della provincia, e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della prefettura di Alessandria, dell'ufficio del medico provinciale di Alessandria, e dei comuni interessati.

Torino, addì 5 novembre 1973

Il presidente: CALLERI DI SALA

(12950)

REGIONE MARCHE

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Ancona

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1008 in data 31 marzo 1972, con il quale venne bandito un pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Ancona al 30 novembre 1971;

Visto il successivo decreto n. 1736 in data 22 settembre 1973, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati e sono stati dichiarati i vincitori delle relative condotte vacanti;

Considerato che il dott. Amneris Canneto, vincitore della condotta consorziale di Maiolati Spontini, Monteroberto e Castelbellino ha rinunciato alla condotta stessa e che il dott. Enrico Battistelli, vincitore della condotta di Offagna, ha rinunciato, come risulta dalle rispettive comunicazioni agli atti d'ufficio n. 2573 e n. 2547 di protocollo del 30 e 27 ottobre 1973;

Ritenuto di dover procedere all'assegnazione delle condotte stesse ai candidati che seguono in graduatoria tenuto conto dell'ordine preferenziale indicato dagli stessi nelle domande di ammissione al concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Vista la legge regionale 30 gennaio 1973, n. 2;

Decreta:

Il dott. Enrico Battistelli è dichiarato vincitore della condotta consorziale di Maiolati Spontini, Monteroberto e Castelbellino

Il dott. Alberto Pauri è dichiarato vincitore della condotta di Offagna.

Il presente decreto viene pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel «Bollettino Ufficiale» della regione Marche, nel Foglio annunzi legali della provincia di Ancona e, per otto giorni consecutivi, agli albi della prefettura, di questo ufficio e dei comuni interessati.

Ancona, addì 8 novembre 1973

Il veterinario provinciale: PIERSIMONI

(12952)

REGIONE LOMBARDIA

Graduatoria generale del concorso al posto di veterinario igienista addetto ai servizi di polizia, vigilanza ed ispezione veterinaria vacante nel comune di Pavia.

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Visto il proprio decreto n. 135 in data 22 maggio 1972, con il quale è stato bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, al posto di veterinario igienista addetto ai servizi di polizia, vigilanza ed ispezione veterinaria presso il comune di Pavia;

Visto il proprio decreto n. 251/San. del 13 giugno 1973, con cui sono stati ammessi ventuno candidati al concorso in parola;

Vista la graduatoria di merito formulata dalla commissione giudicatrice del concorso stesso, costituita con proprio decreto n. 4/San. del 23 gennaio 1973;

Ritenuto la regolarità di tutti gli atti e verbali dei lavori concorsuali, finiti di espletare in data 12 ottobre 1973;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento sui concorsi sanitari approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successivamente modificato con decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Vista la legge regionale n. 17 del 3 luglio 1972 ed il proprio decreto n. 19 del 15 gennaio 1973 relativi alla delega della firma;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati idonei al concorso di cui alle premesse:

1. Ferrari Angelo . . . . punti 72,311
2. Pignatelli Paolo . . . . » 56,50
3. Bellani Gabriele . . . . » 55 —

4. Galbiati Francesco . . . . punti 52,50
5. Negri Giovanni . . . . » 52 —
6. Manzoni Paolo . . . . » 51 —
7. Fanchini Giuseppe . . . . » 50,50
8. Minelli Pier Luigi . . . . » 50 —
9. Ferrario Provvido . . . . » 48,50
10. Vitale Leonardo . . . . » 47,560
11. Barbini Emanuele . . . . » **45 —**
12. Castelli Guido . . . . » 44,50
13. Chiari Corrado . . . . » 42,50

Il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel « Bollettino atti ufficiali » della regione Lombardia, nel Foglio annunzi legali della provincia di Pavia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'ufficio del veterinario provinciale di Pavia, della prefettura di Pavia e del comune di Pavia.

Milano, addì 17 ottobre 1973

p. Il presidente
L'assessore alla sanità: RIVOLTA

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Visto il proprio decreto n. 523/S. in data 17 ottobre 1973, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati risultati idonei nel concorso pubblico, per titoli ed esami, al posto di veterinario igienista addetto ai servizi di polizia, vigilanza ed ispezione veterinaria presso il comune di Pavia;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modificazioni ed integrazioni, di cui al decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854 ed al decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Vista la legge regionale n. 17 del 3 luglio 1972 ed il proprio decreto n. 19 del 15 gennaio 1973 relativi alla delega della firma;

Decreta:

Il dott. Angelo Ferrari è dichiarato vincitore del concorso al posto di veterinario igienista addetto ai servizi di polizia, vigilanza ed ispezione veterinaria presso il comune di Pavia.

Il sindaco del comune di Pavia è incaricato dell'esecuzione del presente decreto per quanto di sua competenza.

Il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel « Bollettino atti ufficiali » della regione Lombardia, nel Foglio annunzi legali della provincia di Pavia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'ufficio veterinario provinciale di Pavia e del comune di Pavia.

Milano, addì 17 ottobre 1973

p. Il presidente
L'assessore alla sanità: RIVOLTA

(12860)

Sostituzione di un componente la commissione giudicatrice del concorso, per titoli, tra le titolari delle due condotte ostetriche del comune di Borgo S. Giacomo, per l'assegnazione della condotta unificata.

IL PRESIDENTE DELLA REGIONE

Visto il proprio decreto n. 92/Sanità in data 2 aprile 1973, con il quale è stata costituita la commissione giudicatrice del concorso per titoli tra le titolari delle due condotte ostetriche del comune di Borgo S. Giacomo, per l'assegnazione della condotta unificata;

Atteso che in seno alla commissione in parola, quale rappresentante della prefettura, è stato designato il dott. Mario Cotogno in sostituzione del dott. Enrico Guerini;

Ritenuta, pertanto, la necessità di modificare la composizione della commissione giudicatrice;

Visto l'art. 64 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto l'articolo unico della legge 8 marzo 1968, n. 220;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Vista la legge regionale n. 17 del 3 luglio 1972;

Visto il decreto di delega n. 19 del 15 gennaio 1973;

Decreta:

In sostituzione del dott. Enrico Guerini, vice prefetto di Brescia, è chiamato a far parte della commissione giudicatrice indicata in premessa, quale componente, il dott. Mario Cotogno, direttore di sezione della prefettura di Brescia.

Il presente decreto sarà pubblicato nei modi e nei tempi di cui all'art. 9 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281.

Milano, addì 5 ottobre 1973

p. Il presidente
L'assessore regionale alla sanità: RIVOLTA

(12949)

REGIONI

REGIONE ABRUZZO

LEGGE REGIONALE 30 ottobre 1973, n. **38.**

Norme per la istituzione e il funzionamento degli asili-nido comunali.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 30 *del* 15 *novembre* 1973)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

TITOLO I

PRINCIPI GENERALI

Art. 1.

L'asilo-nido è un servizio sociale che mira a garantire, in un completo sistema di sicurezza sociale, un efficace intervento nel momento educativo-formativo del bambino per lo sviluppo armonico della sua personalità, favorendo nello stesso tempo un processo di socializzazione che coinvolga le famiglie, gli operatori degli asili-nido e la comunità locale.

L'asilo-nido, inoltre, agevola e permette un più facile inserimento della donna nel mondo del lavoro extra domestico.

Art. 2.

L'asilo-nido è un servizio decentrato a livello residenziale, aperto a tutti i bambini fino a tre anni.

Per l'ammissione non deve sussistere alcuna discriminazione sociale.

Nessuna minorazione psico-motoria o sensoriale può costituire causa di esclusione tranne nei casi di particolare gravità che dovranno essere valutati dagli organi di cui all'art. 18.

Art. 3.

L'ammissione all'asilo-nido di norma è del tutto gratuita.

I comuni o i consorzi di comuni, d'intesa con i comitati di gestione, possono fissare una retta differenziata per le famiglie che abbiano un reddito superiore a L. 2.500.000 annui ai fini dell'imposta unica sul reddito.

Art. 4.

L'asilo-nido si articola in sezioni per lattanti, semi divezzi e divezzi.

Esso è aperto tutto l'anno solare, ad eccezione dei giorni festivi.

E' compito dei comuni provvedere alla istituzione, alla gestione, al controllo degli asili-nido garantendone il coordinamento con gli altri interventi sociali nell'ambito dei rispettivi territori.

TITOLO II
NORME DI ADEMPIMENTO

Art. 5.

Il consiglio comunale, sulla base delle norme stabilite dalla presente legge, formula l'organico e il regolamento della gestione degli asili-nido.

Tale regolamento deve indicare le forme di controllo e di verifica per il funzionamento dell'asilo-nido, stabilire gli orari, i criteri per la composizione del consiglio di gestione e le modalità per la sua nomina.

Il consiglio di gestione deve essere composto da almeno:

a) tre o più rappresentanti di cui 1/3 della minoranza eletti dal consiglio comunale, su designazione del consiglio di quartiere, ove esiste, o dall'assemblea consortile;

b) una rappresentanza delle famiglie eletta dall'assemblea dei genitori degli utenti;

c) una rappresentanza delle formazioni sociali operanti nel territorio del comune o del consorzio dei comuni e delle organizzazioni sindacali più rappresentative designate dalle stesse;

d) una rappresentanza del personale addetto all'asilo-nido;

e) il coordinatore dei servizi ed il medico responsabile dell'asilo stesso.

La rappresentanza delle famiglie non può comunque essere inferiore ad 1/3 dei componenti del consiglio.

Il consiglio di gestione elegge nel suo seno il presidente.

Il consiglio di gestione dura in carica due anni ed è rinnovabile.

Il regolamento inoltre deve fissare le competenze del consiglio di gestione, garantendo ad esso la possibilità di intervenire nella definizione dei programmi di attività dell'asilo-nido.

Art. 6.

L'area da destinare ad asilo-nido deve essere facilmente accessibile, lontana da scarichi industriali, da fonti di inquinamento e di rumore, da sedi di traffico intenso e possibilmente scelta in zona aperta, soleggiata, alberata.

Le caratteristiche dell'area e i requisiti di idoneità sono stabiliti con regolamento di esecuzione.

Art. 7.

Il consiglio comunale, sentito il consiglio di quartiere, ove esiste, determina con propria delibera l'area da destinare ad asili-nido nell'ambito dei vigenti strumenti urbanistici, anche semplicemente adottati.

Qualora l'area prescelta non sia vincolata ad uso pubblico, la delibera consiliare assume valore di variante dello strumento urbanistico, previa approvazione con decreto del presidente della giunta regionale.

Per l'esproprio delle aree e degli immobili destinati ad asili-nido si seguono le procedure stabilite dalla legge n. 865 del 22 ottobre 1971.

Art. 8.

I locali destinati all'accoglimento dei bambini debbono essere posti di preferenza a piano terra e possibilmente a diretto contatto con l'esterno.

Gli eventuali seminterrati debbono essere destinati esclusivamente ai servizi.

Sono da considerarsi essenziali i seguenti spazi: atrio, spazio per lattanti, spazio per semi-divezzi, spazio per i divezzi, servizi generali e verde.

La superficie da destinare al verde viene determinata dal regolamento di esecuzione.

Il rapporto minimo superficie utile netta ricettività è fissato in metri quadri 8 per ogni posto-bambino.

La ricettività minima e massima dell'asilo-nido è stabilita in 30 e 60 posti-bambino.

Art. 9.

I comuni o i consorzi di comuni, entro il 30 aprile di ogni anno, inoltrano al presidente della Regione le domande di finanziamento per la costruzione o per il riattamento di immobili da destinare ad asili-nido.

Le domande debbono essere accompagnate dalla deliberazione del consiglio comunale attestante la determinazione di costruire e gestire uno o più asili-nido per almeno 25 anni.

Entro il 30 giugno la giunta regionale esamina le domande e propone al consiglio regionale, che la formula, la graduatoria motivata dei finanziamenti ai comuni.

I comuni possono inviare alla Regione eventuali osservazioni entro il 15 settembre.

Il consiglio regionale entro il 30 ottobre approva il piano annuale.

Art. 10.

L'assegnazione del contributo da effettuarsi con decreto del presidente della Regione è subordinata alla produzione dell'attestazione di disponibilità dell'area e all'approvazione da parte del consiglio comunale interessato del progetto di costruzione o di riattamento o del preliminare di acquisto di edificio idoneo.

Inoltre, per l'assegnazione del contributo, è necessario che il comune o i consorzi di comuni abbiano espletato tutte le formalità per l'aggiudicazione del relativo appalto inderogabilmente entro 3 mesi.

I contributi eventualmente non assegnati per decorrenza dei termini torneranno ad essere assegnati seguendo la graduatoria regionale.

Non vengono erogati i contributi per la costruzione a comuni o consorzi di comuni che beneficiano a questo fine di finanziamento o sovvenzioni statali concessi in base ad altre norme legislative. E' fatta eccezione per la legge 3 dicembre 1971, n. 1102 (nuove norme per lo sviluppo della montagna).

Art. 11.

Il contributo per la costruzione viene erogato entro 30 giorni dalla ricezione della documentazione di cui all'articolo precedente a favore del comune interessato che lo amministra direttamente.

Art. 12.

La progettazione è affidata all'ufficio tecnico del comune o, in mancanza, preferibilmente agli uffici tecnici di progettazione dipendenti dalla Regione.

Art. 13.

Entro il 30 aprile di ogni anno i comuni o i consorzi di comuni inoltrano al presidente della Regione le domande di contributo per la gestione degli asili-nido.

Tali contributi verranno assegnati esclusivamente a comuni o consorzi di comuni che gestiscono direttamente asili-nido costruiti con il contributo di cui alla presente legge oppure asili-nido ubicati in immobili non di proprietà del comune o del consorzio di comuni.

Sono esclusi i comuni e i consorzi di comuni che beneficiano, a tale fine, di finanziamenti e sovvenzioni statali concessi in base ad altre norme legislative.

TITOLO III
GESTIONE E PERSONALE

Art. 14.

Il personale degli asili-nido comunali è a tutti gli effetti dipendente del comune o del consorzio dei comuni.

Art. 15.

Il rapporto minimo tra personale educativo e posti-bambino è determinato nella misura di unità per ogni 6 posti-bambino.

Il rapporto tra il personale addetto ai servizi di cucina, pulizie, lavanderia, guardaroba, ecc., e posti-bambino è determinato nella misura di una unità per ogni 12 posti-bambino.

Art. 16.

L'assunzione del personale educativo avviene per pubblico concorso.

Il personale addetto ai servizi ausiliari è assunto secondo le norme che regolano la materia e gode del trattamento giuridico ed economico relativo.

Art. 17.

Il personale educativo, fino alla emanazione di nuove norme in materia di formazione professionale, deve essere in possesso del diploma di abilitazione magistrale o di scuola magistrale o di infermiera professionale o di economia domestica o di puericultrice o di qualsiasi altro titolo rilasciato da istituti professionali per assistenti ed educatori di infanzia.

Costituisce titolo preferenziale la frequenza di corsi gestiti da enti pubblici per il perfezionamento degli operatori sociali degli asili-nido ed il superamento del relativo esame.

La Regione organizza, d'intesa con le amministrazioni provinciali, corsi di aggiornamento professionale per il personale operante negli asili-nido.

Art. 18.

La vigilanza igienico-sanitaria è affidata alla unità sanitaria locale e, fino all'istituzione di questa, all'ufficio sanitario del comune.

Art. 19.

L'assistenza psico-pedagogica è garantita dalla unità sanitaria locale e, fino all'istituzione di questa, dai comuni e dai consorzi di comuni o dalle amministrazioni provinciali, mediante la utilizzazione delle équipes già in funzione in altri servizi per l'infanzia.

Art. 20.

All'onere derivante dalla presente legge, si fa fronte, per l'esercizio 1972 e successivi, con i fondi speciali assegnati dallo Stato alle regioni, in attuazione della legge 6 dicembre 1971, n. 1044.

Agli oneri derivanti dalla presente legge si provvederà, per quanto riguarda quelli integrativi a carico della Regione, con leggi regionali, ed i relativi stanziamenti saranno iscritti nei bilanci preventivi.

Art. 21.

Entro cinque mesi dall'entrata in vigore della presente legge, dovrà essere predisposto ed emanato il suo regolamento di attuazione.

Art. 22.

Sono fatti salvi i diritti acquisiti dal personale in servizio negli asili-nido comunali e consorziali al momento dell'entrata in vigore della presente legge.

Art. 23.

La presente legge sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione ed entrerà in vigore il giorno successivo alla sua pubblicazione.

La presente legge regionale sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione Abruzzo.

Data a L'Aquila, addì 30 ottobre 1973.

CRESCENZI

(13029)

LEGGE REGIONALE 2 novembre 1973, **n. 39.**

Acconto sul futuro trattamento economico al personale in servizio presso la regione Abruzzo.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 28 *del* 3 *novembre* 1973)

IL CONSIGLIO REGIONALE

HA APPROVATO

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

HA APPOSTO IL VISTO

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Al personale in servizio presso la regione Abruzzo, trasferito, comandato o comunque messo a disposizione della Regione medesima, è corrisposto, salvo conguaglio in sede di attribuzione del trattamento economico derivante dall'inquadramento nel ruolo organico regionale, un acconto lordo mensile sullo stipendio previsto dalle leggi regionali numeri 32 e 33 del 2 agosto 1973, in relazione alle carriere di appartenenza, nelle seguenti misure:

carriera direttiva	L. 150.000
carriera di concetto	» 130.000
carriera esecutiva	» 100.000
carriera ausiliaria	» 65.000

L'acconto di cui al precedente comma, al netto di quanto già attribuito al personale ai sensi dell'art. 2 della legge regionale 16 febbraio 1973, n. 7, decorre dal 1° aprile 1972, o dalla data di inizio del servizio, se successiva, e cessa con l'inquadramento nel ruolo organico regionale.

Il personale avente diritto all'acconto, che per qualunque causa cessi di prestare servizio presso la Regione prima dell'inquadramento nel ruolo organico, è tenuto a rimborsare gli acconti riscossi con le modalità che saranno stabilite dalla giunta regionale.

Art. 2.

Al complessivo onere lordo di L. 2.106.941.500, derivante dalla applicazione della presente legge per il periodo 1° aprile 1972-31 dicembre 1973 si fa fronte:

quanto alla somma di L. 786.214.000 con gli stanziamenti di cui ai capitoli 21, 60, 80, 120, 200, 240, 280, 320, 360, 400, 430 del bilancio per l'anno 1972;

quanto alla somma di L. 1.320.727.500 con gli stanziamenti di cui ai capitoli 5, 61, 181, 301, 441, 601, 701, 901, 1101, 1201, 1301 del bilancio per l'anno 1973, capitoli che presentano tutti la necessaria disponibilità.

Art. 3.

La presente legge regionale è pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

La presente legge è dichiarata urgente ed entra in vigore il giorno della sua pubblicazione. E' fatto obbligo a chiunque *spetti di osservarla e di farla osservare come legge della regione* Abruzzo.

Data a L'Aquila, addì 2 novembre 1973

CRESCENZI

(13074)

ANTONIO SESSA, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.